



BENABDERRAHMANE L'A AFFIRMÉ À PARTIR D'ADDIS-ABEBA

Halte à l'ingérence étrangère en Libye !

P 3

GRIPPE SAISONNIÈRE

Les personnes vulnérables appelées à se faire vacciner

P 6

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

Vendredi 17 - samedi 18 février 2023 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5768 - 19^e année

ENQUÊTE DU MAGAZINE FRANÇAIS MARIANNE



Le Maroc mis à nu dans ses pratiques

P 2

LE PRÉSIDENT ADRESSE UN MESSAGE À L'OCCASION DE LA JOURNÉE NATIONALE DU CHAHID

« L'Algérie tient à ses intérêts stratégiques »

LIRE EN PAGE 16

VIANDES ET PRODUITS DE LARGE CONSOMMATION



Henni et Rezig s'attaquent à la hausse des prix

P 6

POUR SA SOLIDARITÉ AGISSANTE DURANT LE SÉISME

La Turquie remercie l'Algérie

P 5

HIPPODROME GHELLAB ATTIA - M'SILA, CET APRÈS-MIDI À 15H30

Une belle empoignade pour la victoire

P 14



Ph : DR

EN RÉACTION À L'OBSTINATION DE L'ESPAGNE

« Alger n'est pas impressionnée par les pressions contre-productives »

P 3

UNE ENQUÊTE DU MAGAZINE FRANÇAIS "MARIANNE" DÉCONSTRUIT LES MENSONGES DU MAROC

Rabat a bel et bien recouru aux pratiques mafieuses

La nébuleuse du mal qui a pris dans ses griffes le Parlement européen pour le priver de sa liberté de décision et le soumettre au bon vouloir de sa majesté le commandeur des croyants et son makhzen est en train de perdre pied.

Bâtie grâce à la corruption et les largesses du Makhzen, elle n'a pas résisté aux coups de boutoir de la vérité. Les Eurodéputés corrompus sont passés aux aveux et la justice belge est en train de marquer des points qui permettront à brève échéance de démasquer la machine mafieuse du Maroc et à moyen terme de rendre au parlement européen et ses institutions leur crédibilité. Dans ce cadre, nous avons appris que, Marie Arena et Alessandra Moretti, deux eurodéputées impliquées dans le scandale de corruption ayant éclaboussé le Parlement européen, viennent de faire l'objet d'un mandat d'arrêt émis par la justice belge. Ces dernières sont liées à l'enquête menée par les procureurs belges et leurs noms ont été mentionnés dans le mandat d'arrêt international ayant visé l'eurodéputé italien Andrea Cozzolino, arrêté la semaine dernière pour corruption, blanchiment d'argent et participation à une organisation criminelle, a indiqué le média américain "Politico". Le journal a indiqué que Marie Arena et Alessandra Moretti étaient membres d'un quatuor, avec Cozzolino et l'eurodéputé belge Marc Tarabella, qui a également été arrêté la semaine dernière. Ce groupe était sous les ordres de l'ex-eurodéputé Pier Antonio Panzeri. Inculpé et placé en détention provisoire comme trois autres suspects, ce dernier avait conclu en janvier un accord avec la justice, prévoyant une mesure de clémence (une année de prison) contre son engagement à livrer des informations sur le système de corruption auquel il admet avoir participé. Le plan et l'identité de ce groupe ont été révélés dans des SMS envoyés à Panzeri par son ancien assistant, Giuseppe Meroni, qui travaillait encore au sein du groupe des Socialistes et démocrates (S&D) à l'époque, selon le mandat délivré par la justice belge le 10 février dernier. Il faut préciser dans ce cadre que le juge en charge du dossier, Michel Clause, fait ces derniers temps, l'objet d'une offensive du Makhzen et ses relais pour le détourner de l'enquête et le pousser à limiter son travail aux seconds couteaux pour protéger ceux qui tiraient les ficelles du réseau.

LOGICIEL ESPION PEGASUS, LE PLAN MAROCAIN ÉVENTÉ

Le mandat met en évidence le rôle du Maroc dans le scandale de corruption et d'achat d'influence et cite Francesco Giorgi, assistant parlementaire d'Andrea Cozzolino et sa compagne Eva Kaili (ex-vice-présidente du Parlement européen). Il révèle que, dans une conversation interceptée, Panzeri et Giorgi ont discuté de la promotion des intérêts marocains en plaçant Cozzolino ou Kaili dans une commission parlementaire spéciale enquêtant sur l'utilisation du logiciel espion Pegasus pour pirater les téléphones des journalistes, militants et politiciens. Giorgi a également réussi à empêcher le Parlement de publier un texte défavorable au Maroc, et en a informé Panzeri en mai 2022, selon le mandat. Deux Marocains considérés comme essentiels au réseau de corruption sont également nommés dans ce document. Il s'agit de l'espion Mohamed Belah-



rache (un officier de la gendarmerie royale et agent de la DGED, les services secrets de Rabat), connus des services d'espionnage européens depuis un certain temps et Abderrahim Atmoun, ambassadeur du Maroc à Varsovie. Selon le mandat, Atmoun "qui a joué un rôle important" en distribuant de l'argent, aurait travaillé "en étroite collaboration" avec les services de renseignement marocains et assuré la liaison avec Belahrache. Pour rappel, Giorgi avait reconnu avoir fait partie d'une organisation criminelle utilisée par le Maroc. Il a notamment expliqué aux juges que l'eurodéputé Andrea Cozzolino était impliqué dans cette affaire et a eu des contacts avec Abderrahim Atmoun, grâce à Panzeri, qui était le président de la commission Maghreb et qui avait ensuite passé le relais à Cozzolino. L'ex-eurodéputé Antonio Panzeri a déjà reconnu sa participation à des actes corruptifs en lien avec le Maroc. Il a bénéficié avec sa famille de cadeaux en provenance du Royaume par l'entremise d'Abderrahim Atmoun qui était à l'époque président de la commission parlementaire mixte Maroc-UE, entre 2011 et 2019. Il faut préciser dans ce cadre que les responsables marocains cités dans le cadre de l'enquête et dont les noms figurent sur le mandat d'arrêt, étaient adoubés par le proche conseiller du roi André Azoulay qui était le principal ordonnateur des missions qu'ils remplissaient. Et c'est ce qui explique la crainte du palais marocain de voir le scandale prendre des proportions incommensurables notamment sur le plan des relations du Maroc avec certains pays européens membres de l'Union.

DROGUE ET ARGENT SALE, LES ARMES DU MAKHZEN

Impliqué dans une série de scandales de grande ampleur à l'international, le régime du Makhzen "peine aujourd'hui à trouver de nouveaux relais d'influence", écrit le magazine d'actualité hebdomadai-

re français "Marianne", qui a consacré son dernier numéro au Maroc et à ses mauvaises pratiques. Dans un dossier paru dans sa nouvelle édition, intitulé: "Espionnage, lobbying, infiltration, people, cannabis et immigration: Comment le Maroc nous tient?", le magazine explique pourquoi ce pays a bénéficié d'"un traitement de faveur" pendant de longues années, alors que Rabat n'arrête pas d'enchaîner les mauvaises pratiques et les graves dérapages, à l'instar du scandale ayant secoué récemment le Parlement européen, le "Marocgate", une affaire qui fait encore couler beaucoup d'encre. Les raisons avancées par Marianne se résument ainsi: espionnage, lobbying, infiltration, people, immigration et cannabis. Ce sont les six "piliers" de l'influence marocaine en France. À propos de l'espionnage, Marianne rappelle l'affaire Pegasus qui avait défrayé la chronique et dans laquelle le Maroc est impliqué en utilisant ce logiciel espion développé par la firme sioniste NSO pour mettre sur écoute plusieurs personnalités politiques, journalistes et autres militants. "L'indignation suscitée l'été 2021 par les révélations de ces pratiques s'est comme dissipée. Qui s'en inquiète depuis?", s'interroge le magazine dans son enquête. Paris, pourtant concerné au premier chef n'a rien fait dans cette affaire alors que Bruxelles a diligenté une commission d'enquête sur ce sujet. L'hebdomadaire français évoque aussi dans ce même contexte, le scandale retentissant qui a éclaté récemment au sein du Parlement européen où le Makhzen a corrompu des élus pour faire voter à Bruxelles des lois en sa faveur. Pour Marianne, le Maroc est aussi "intouchable" car c'est "une des portes d'entrée de l'immigration vers l'Europe". Le magazine détaille: C'est tout l'enjeu des relations entre le royaume et l'Union européenne "d'inciter Rabat à ne pas laisser libre cours aux passages vers l'Europe". L'immigration est un phénomè-

ne qui inquiète et que le Maroc utilise pour faire chanter l'UE, comme ce fut le cas contre l'Espagne (drame de Ceuta et Melilla), dans le but, rappelle-t-on, de faire fléchir la position de Madrid sur la question sahraouie. Et le Maroc tient aussi la France malgré les coups bas qu'il lui inflige régulièrement, "parce que c'est l'une des portes d'entrée de la drogue vers l'Europe", explique le média qui estime que le royaume, premier producteur mondial de résine de cannabis selon l'ONU, "devrait figurer au sommet de la "wanted list" du ministre français de l'Intérieur Gérard Darmanin qui proclame régulièrement que "la lutte contre la drogue, partout sur le territoire, est une priorité". Marianne évoque, par ailleurs, les anciens canaux mis en place par Rabat qui "fonctionnent moins bien qu'auparavant", ajoutant que "le Maroc peine à trouver de nouveaux relais d'influence". En dépit de tous les scandales où le Maroc est fortement impliqué, causant son isolement sur la scène internationale, Rabat continue de "déployer toutes les méthodes possibles pour pousser ses pions", note le magazine français qui cite la dernière illustration en date: l'affaire Rachid M'Barki, journaliste à BFM TV (désormais écarté de l'antenne). Le journaliste franco-marocain a fait diffuser dans son journal de la nuit des sujets (non validés par sa hiérarchie) ayant subi une influence extérieure au profit notamment du Makhzen.

LA PROPAGANDE MÉDIATIQUE À LA RESCOUSSE

La presse marocaine a publié récemment des images illustrant les mensonges du Makhzen concernant une déclaration du président de la Commission parlementaire mixte Maroc/Union européenne (UE), Lahcen Haddad, dans laquelle il avait nié jeudi dernier toute rencontre avec le président de la commission Maghreb au Parlement européen, Andrea Cozzolino, accusé d'avoir reçu des pots-de-vin, dans le cadre du scandale ayant éclaboussé l'institution continentale. L'article intitulé "Affaire de corruption au Parlement européen ... des photos de Lahcen Haddad avec Panzeri et Cozzolino apportent un démenti à ses déclarations" a été accompagné de plusieurs clichés de ces rencontres. Ces photos ont trait à une série de réunions de la Commission parlementaire mixte Maroc-UE au Parlement européen à Strasbourg du 8 au 10 mars 2022 et à Bruxelles du 15 au 17 mars 2022, comme rapporté par le site officiel de la Chambre marocaine des représentants le 19 du même mois. Ladite publication comprend des détails sur les deux réunions et est accompagnée d'une photo de groupe dans laquelle figurent Lahcen Haddad et Andrea Cozzolino, apportant un démenti cinglant au responsable marocain qui a nié avoir rencontré cet eurodéputé impliqué dans le "Marocgate", ce retentissant scandale de corruption au Parlement européen. Selon la presse marocaine, cette photo n'est pas la seule du président de la Commission parlementaire mixte Maroc-Union européenne, relevant qu'une autre photo le montre en compagnie de Pier Antonio Panzeri, ancien eurodéputé socialiste devenu dirigeant d'une ONG et qui fait figure de personnage central dans cette affaire de corruption. La photo a fait l'objet d'un article publié le 22 novembre 2018, dans lequel la Commission parlementaire mixte Maroc/UE s'est félicitée du vote favorable de l'accord agricole au sein de la Commission des affaires étrangères du Parlement européen. C'est dire que le Maroc et son Makhzen même en voulant se défendre s'enfoncent encore plus.

Slimane B.

BENABDERRAHMANE L'A AFFIRMÉ À PARTIR D'ADDIS-ABEBA

L'Algérie rejette l'ingérence étrangère en Libye

Prélude à la tenue du 36e Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine qui se tient à partir d'aujourd'hui et pour deux jours, au siège de l'organisation continentale situé dans la capitale éthiopienne, Addis-Abeba, les ministres des Affaires étrangères des pays membres ont tenu mercredi et jeudi, la 42e session ordinaire du Conseil exécutif de (UA) pour délibérer, notamment sur l'ordre du jour, ainsi que les projets de décisions qui seront examinés par les chefs d'État et de gouvernement lors de la session ordinaire de la Conférence des 18 et 19 février prochains placée sous le thème principal de l'Union africaine pour 2023 « L'année de l'accélération de la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine(ZLECAf).

C'est le Premier ministre, Aïmène Benabderrahmane,



qui est dépêché à Addis-Abeba, en tant que représentant du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à ce Sommet qui devait réunir les dirigeants de 34 pays africains et de 51 délégations. Dans un message, lui, hier, au nom du président Tebboune, à l'occasion de la réunion de haut niveau de la Commission de l'UA, le Premier ministre a réitéré le rejet par l'Algérie de tout recours à la force et à la violence pour résoudre cette question, tout en plaidant pour le dialogue et la réconciliation entre les frères libyens. Aïmène Benabderrahmane a, par la même occasion, rappelé que l'Algérie refuse catégoriquement les ingérences étrangères dans les affaires internes de ce pays, appelant les parties

étrangères à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Libye. « La solution définitive et globale de la question libyenne ne pourrait intervenir que par les Libyens eux même. Et l'Algérie, avec ses partenaires, ne ménagera aucun effort pour aider les frères Libyens à réaliser les premiers jalons de cette étape », a déclaré à l'occasion le Premier ministre algérien. Les chefs d'État et de gouvernement qui participent à ce sommet se pencheront sur plusieurs dossiers cruciaux dont la sécurité alimentaire, le terrorisme, l'intégration économique à travers la Zone de libre-échange africaine et les moyens pour le continent de faire entendre sa voix sur la scène internationale. Il faut noter que cette nouvelle édi-

tion du Sommet africain constitue un enjeu majeur pour la partie algérienne, sachant qu'Alger cherche à décrocher le poste de vice-président pour 2023 qui va lui ouvrir grand les portes de la présidence de l'UA pour l'année 2024. La présidence de l'organisation africaine revient de droit à celui qui détient le poste de vice-président, selon les statuts de l'organisation pana-africaine. Mais pour ce faire, il faut un consensus entre tous les pays d'Afrique du Nord à savoir l'Égypte, la Tunisie, la Mauritanie, la Libye et le Maroc. Il faut savoir également que le Maroc voisin a déposé lui aussi sa candidature pour ce poste. S'il y a un blocage de situation, l'Afrique du Nord ne sera pas représentée.

Brahim Oubellil

L'ALGÉRIE EN RÉACTION À L'OBSTINATION DE L'ESPAGNE

Les gesticulations et les pressions contre-productives n'impressionnent pas !

L'Union européenne, qui a déjà fort à faire avec la guerre en Ukraine, serait préoccupée par de prétendues "mesures coercitives" prises par le gouvernement algérien à l'encontre de l'Espagne, d'après le directeur général adjoint de la Direction générale pour le commerce à la Commission européenne. Il s'agit d'une confusion sciemment entretenue entre les dimensions politique et commerciale, a indiqué jeudi un haut responsable au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. Il attire l'attention sur le fait que le DG-adjoint de la DG pour le commerce à la Commission européenne « ne dit mot sur l'attitude obstructionniste du gouvernement espagnol qui bloque l'adoption des priorités du partenariat, négociées et finalisées depuis de nombreux mois, dans le cadre de la politique européenne de voisinage, tout comme il reste muet sur l'attitude irresponsable de ce même pays, l'Espagne, qui instrumentalise, de manière abusive, la règle du consensus pour bloquer la convocation du Conseil d'association, organe politique statutaire chargé d'évoquer toutes les questions, tant politiques, économiques que commerciales". Il conclut en assurant que "ces gesticulations et pressions de l'Espagne sont contre-productives et ne nous impressionnent guère". Il y a de quoi s'interroger sur cette sortie anti-algérienne du DG-adjoint de la DG pour le commerce de la Commission européenne, en

faveur de l'Espagne sans rien dire, comme on le fait observer côté algérien, de l'obstruction de l'Espagne pour retarder la convocation du Conseil d'association, ni des causes qui ont conduit à son conflit avec l'Algérie. C'est comme si l'UE n'avait rien d'autre à faire, alors qu'elle est enlisée dans les conséquences de la guerre en Ukraine qui a entraîné une crise énergétique grave et des déboires économiques importants dans la plupart de ses pays membres avec en conséquence une crise sociale qui risque de durer longtemps. Il faut rappeler qu'en mars 2022, le Premier ministre espagnol a pris l'initiative de violer la légalité internationale sur la question du Sahara occidental en s'alignant sur la position du Maroc qui refuse de reconnaître le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance. L'Algérie avait immédiatement rappelé son ambassadeur à Madrid puis, devant l'obstination du gouvernement espagnol, avait pris la décision, le 8 juin 2022, de suspendre le Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération entre les deux pays. L'Espagne a tenté d'impliquer l'UE dans le conflit qu'elle a créé avec l'Algérie. Le gouvernement espagnol avait essayé de faire intervenir les instances de l'UE en envoyant des informations à Bruxelles sur 81 problèmes commerciaux subis par des entreprises espagnoles, en prétendant qu'ils pourraient violer le traité entre l'UE et l'Algérie, selon des données jusqu'au 3 août 2022. En Espagne, au contraire, des

personnalités espagnoles de divers secteurs dont des hommes politiques, avaient averti que l'Espagne était "le grand perdant" dans ce conflit avec l'Algérie. Le Parlement espagnol n'a pas attendu que les relations se détériorent pour approuver, le 7 avril 2022, une proposition non-législative soumise par trois blocs parlementaires dénonçant le changement de position "illégal" de Madrid concernant le conflit au Sahara occidental. Cette position a été réitérée le 27 mai, lorsque le Congrès espagnol a adopté une résolution réaffirmant la nécessité de conclure le processus de décolonisation du Sahara occidental, dans le respect scrupuleux de la légalité internationale et le cadre des résolutions de l'ONU, et exprimé son rejet de la décision de Madrid d'adhérer au pseudo plan d'"autonomie" du Makhzen sur le dossier du Sahara occidental. Puis, le 30 juin 2022, le Congrès des députés espagnols a adopté un projet de motion non contraignante demandant le retour de l'Espagne à sa position historique de neutralité sur le Sahara occidental, dans le cadre du droit international et des résolutions des Nations unies et le rétablissement d'une relation amicale avec l'Algérie. Mais le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, persiste dans son choix en faveur du régime marocain, quitte à se retrouver isolé par la classe politique de son pays.

M'hamed Rebah

APRÈS L'ARRESTATION DE L'INDIVIDU À L'ORIGINE DE LA MENACE TERRORISTE CONTRE L'AMBASSADE SAOUDIENNE À ALGER

Les Saoudiens saluent les efforts des services de sécurité algériens

L'ambassade du Royaume d'Arabie saoudite en Algérie a salué, jeudi, dans un communiqué, les efforts déployés par les autorités algériennes suite à l'arrestation de l'individu qui a menacé mercredi par téléphone de faire exploser son siège à Alger. « Nous apprécions les efforts des autorités algériennes », indique le texte de la représentation diplomatique saoudienne en Algérie, soulignant, par la même, sa « confiance en les forces de sécurité algériennes qui ont tout fait pour protéger l'ambassade ainsi que ses employés contre cette menace dont l'auteur a été déféré devant la justice ». L'ambassade saoudienne a rappelé, à l'occasion, que dans la journée de mercredi, ses services ont reçu un appel téléphonique d'un individu qui menaçait de commettre un attentat à l'explosif contre le siège de la représentation diplomatique. L'ambassade de ce pays qui se situe à Ben Aknoun, a ensuite alerté les services de sécurité algériens qui ont identifié l'individu et procédé à son arrestation. Les services de sécurité ont affirmé, mercredi, avoir lancé immédiatement après avoir été alertés par les services de l'ambassade, les investigations qui ont abouti à l'arrestation de cet individu en un temps record. « L'individu arrêté a été soumis à un contrôle et des examens psychiatriques puis déféré devant la justice, affirment les mêmes sources. Aux dernières nouvelles, cet individu a été mis en détention provisoire à la prison d'El-Harrach suite à la décision du tribunal de Bir Mourad Raïs à Alger.

B. O.

UNION AFRICAINE

La RASD plaide pour la réforme du Conseil de sécurité

Lors de son intervention au deuxième jour des travaux de la 42e session du Conseil exécutif de l'UA, qui se sont tenus dans la capitale éthiopienne Addis-Abeba, le ministre sahraoui des Affaires étrangères, également membre du secrétariat national du front Polisario, Mohamed Sidati, a plaidé, jeudi, pour des réformes de fond du protocole constitutif du Conseil de paix et de sécurité de l'UA pour garantir une représentation équitable de toutes les régions du continent. Le Chef de la diplomatie sahraouie, cité par l'agence de presse sahraouie, a affirmé que la République sahraouie souhaite la réussite des 2e concertations régionales sur la révision du protocole constitutif du Conseil de paix et de sécurité de l'UA, pour une réforme structurelle et administrative de l'instance continentale en vue d'en faire une institution continentale capable de s'adapter à la situation de paix et de sécurité en Afrique. Sidati a souligné que la République sahraouie revendique une révision de la structure actuelle du Conseil de paix et de sécurité par souci d'efficacité et d'équité envers toutes les régions du continent. Il faut rappeler que la République arabe sahraouie démocratique (RASD), qui lutte encore pour son indépendance, est membre fondateur de l'organisation panafricaine.

B. O.

RENCONTRE ENTRE AMAR BELANI (ALGÉRIE) ET THOMAS ECKERT (UE)

Priorité à la Palestine et au Sahara occidental

Dans un contexte géopolitique particulier frappé par les défis énergétiques auquel le bloc européen est confronté, les relations entre l'Algérie et l'UE sont restées des relations équilibrées.

En effet, malgré certaines crises, la guerre en Ukraine et les intérêts communs des deux parties ont contribué à redynamiser la coopération bilatérale. En témoigne la récente visite de l'ambassadeur et chef de la délégation de l'Union européenne à Alger, Thomas Eckert, et le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Amar Belani. En marge de cette rencontre, les deux parties ont évoqué les « prochaines échéances prévues dans le cadre de l'agenda des relations bilatérales, et nombre de questions internationales et régionales d'intérêt commun ». Concernant le volet bilatéral, Belani a fait part de l'engagement de l'Algérie, à promouvoir un « partenariat basé sur un traitement d'égal à égal, au mieux des intérêts communs ». Concernant l'impact de la crise ukrainienne, le responsable du MAE, a appelé à « intensifier les efforts internationaux en vue de mettre fin à cette crise dans les plus brefs délais ». Pour Belani, cette crise a prouvé « la sagesse algérienne en vue de renforcer la coopération, face aux défis majeurs que confronte l'humanité en matière de sécurités sanitaire, alimentaire et environnementale ».

A rappeler que bien avant cette rencontre, le président du Conseil européen, Charles Michel, avait rencontré le président Tebboune à Alger, le 5 septembre 2022, avec au menu des discussions, la conjoncture internationale et la coopération énergétique, durant laquelle les deux parties ont affirmé que les rela-



PH: DR

tions entre l'Algérie et l'Union européenne sont fructueuse et tournée vers l'avenir. À rappeler également la rencontre entre le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab, le 10 octobre dernier, et le commissaire européen à l'Énergie Kadri Simson, suivie les 11 et 12 octobre du deuxième Forum des affaires énergétiques Algérie-UE. Un énième tête à tête qui permettra, en outre, à l'Algérie, de réaffirmer ses positions fermes sur la Palestine et le Sahara occidental.

LA STABILITÉ AU MOYEN-ORIENT TRIBUTAIRE DE LA JUSTICE INTERNATIONALE ENVERS LA CAUSE PALESTINIENNE

Pour l'État algérien, la question palestinienne a toujours constitué la clé principale pour rétablir la sécurité et la stabilité au Moyen-Orient. Préoccupée par l'escalade de la violence menée par l'entité sioniste, et préoccupée par le nombre de plus en plus élevé de victimes civiles, y compris d'enfants, l'Algérie n'a cessé de réitérer ses appels à l'égard de l'UE, à protéger la vie des Palestiniens dans les territoires occupés, promouvoir la paix et les négociations, étendre l'aide humanitaire et l'aide au développement à la partie palestinienne, et promouvoir un règlement rapide et juste

de la question palestinienne. Dans ce contexte, Amar Belani a réaffirmé « la centralité de la cause palestinienne et son rôle vital et décisif dans la stabilité de la région », selon « un règlement équitable et inclusif du conflit arabo-sioniste, conformément à l'Initiative arabe de paix de 2002 que les dirigeants arabes ont convenu de réactiver et de la mettre à la disposition de la communauté internationale à l'occasion du Sommet arabe tenu à Alger les 1er et 2 novembre 2022. Assurant de la présidence de la Ligue arabe, dans le sillage de la déclaration de d'Alger, l'État algérien reste ainsi intransigeant sur la légitimité de la lutte du peuple palestinien et son droit à la liberté par l'édification de son État indépendant ayant pour capitale El-Qods.

DYNAMISER LA DIPLOMATIE EUROPÉENNE AU PROFIT DU SAHARA OCCIDENTAL

Pour la partie algérienne, cette rencontre entre Belani et Thomas Eckert, est une opportunité pour que la question sahraouie subsiste en tant que sujet de débat en Europe, et afin de dynamiser l'activité diplomatique européenne, en vue d'impulser le processus de règlement, conformément aux résolutions de la légalité internationale, en comparaison

avec les années précédentes. A cet égard, Belani a réaffirmé la « position inaliénable de l'Algérie qui considère la cause sahraouie comme étant une question de décolonisation qui ne saurait être résolue qu'à travers l'application de la légalité internationale et des principes pertinents de l'ONU et de l'UA », soulignant que les « mesures unilatérales et les manœuvres éhontées menées par le Royaume du Maroc, de connivence avec certaines parties internationales bien connues, en vue de saper le processus de décolonisation au Sahara occidental, sont vaines et ne changeront en rien le fait que le peuple sahraoui soit déterminé à poursuivre son combat légitime pour arracher son droit inaliénable et imprescriptible à l'autodétermination ». Par ailleurs, cette rencontre entre l'Algérie et l'Union européenne a également abordé les relations entre les deux parties, alors que l'avenir des relations économiques notamment la zone de libre-échange entre l'Algérie et l'Union s'écrit désormais en pointillés. A noter que les déclarations de Belani interviennent dans un contexte de crise entre l'Algérie et l'Espagne, ainsi que des tensions avec la France.

Hamid Si Ahmed

COOPÉRATION ALGÉRO-CUBAINE Plusieurs accords et mémorandums signés à la Havane

Rçu mardi par son homologue cubain à la Havane, le ministre de la santé, Abdelhak Saihi, a procédé à la Signature de plusieurs accords et mémorandums de coopération entre l'Algérie et Cuba, dans les domaines de l'industrie pharmaceutique, l'agriculture, la communication, la jeunesse et les sports. Une rencontre qui aura permis aux deux parties d'officialiser un plan économique bilatéral pour la période 2023-2025, de relancer un ancien accord dans le secteur de la santé, datant de 2018, et de préparer la 24e session de la Commission mixte algéro-cubaine, prévue en 2024 à Alger. En outre, un forum d'hommes d'affaires des deux pays est prévu les 14 et 15 février a été au menu de cette rencontre, réunissant sous un même toit plusieurs entreprises économiques publiques et privées algériennes. En marge de cette réunion de travail, les deux responsables ont réaffirmé leur engagement à « approfondir la collaboration dans les secteurs énoncés ». Les responsables de la santé des deux États ont appelé à « élargir la coopération médicale, la recherche conjointe et les échanges scientifiques » entre l'Institut Pasteur d'Algérie et l'Institut de médecine tropicale Pedro Kouri de Cuba. Parmi les autres sujets abordés lors de la réunion figuraient le développement et la production de vaccins contre les maladies africaines actuelles, l'avancement du transfert de technologie avec l'industrie biopharmaceutique et la promotion des échanges entre les agences de réglementation. A cet égard, Portal a remercié l'Algérie pour sa confiance placée dans les spécialistes cubains et le soutien de son ministère de la Santé à l'équipe médicale cubaine, composée de plus de 900 professionnels. Par ailleurs, les deux parties ont souligné « l'importance de la prochaine session, qui permettra de « concrétiser les projets de coopération entre les deux pays et de les étendre à d'autres domaines en vue d'une coopération bilatérale intégrée et mutuellement bénéfique. Lors des travaux de la 23e session de Commission mixte algéro-cubaine, les deux parties se sont félicitées de "la qualité des relations historiques entre les deux pays.

H. S. A.

ACCORD D'ALGER POUR LA PAIX AU MALI

Alger et Bamako abordent la question à Addis-Abeba

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra a pris part mercredi et jeudi à la 42e session ordinaire du Conseil exécutif de l'UA à Addis-Abeba. Au cours de cette réunion préluade au Sommet de l'organisation panafricaine, le chef de la diplomatie nationale a eu à s'entretenir avec son homologue malien, Abdoulaye Diop, sur les questions bilatérales ainsi qu'avec le président de la commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Dr. Omar Tourayl. Les discussions avec le chef de la diplomatie malienne ont porté essentiellement sur l'examen des défis qui se dressent devant la mise en œuvre du processus de paix et de réconciliation au Mali,

ainsi que les voies et moyens à même de surmonter les entraves actuelles afin d'impulser la dynamique indispensable à la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger. L'Algérie en sa qualité de chef de file de la médiation internationale et présidente du Comité de suivi de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali (CSA), poursuit ainsi ses efforts visant à parvenir au consensus nécessaire entre toutes les parties maliennes signataires de l'Accord et à renforcer leur adhésion dans ce cadre, en vue de réaliser ses objectifs sur le terrain. Pour rappel, le chef de la diplomatie algérienne s'est rendu le 10 janvier dernier à Bamako, en qualité d'envoyé spécial du président de la République,

Abdelmadjid Tebboune, au Mali, où il a été reçu par le président de la Transition, Assimi Goïta et échangé avec son homologue malien et le ministre de la Réconciliation nationale, chargé de l'Accord de paix et de réconciliation, le colonel Ismaël Wagué. Outre le renforcement des relations bilatérales, les deux parties avaient alors examiné l'accélération de la cadence de mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation issu du Processus d'Alger. Officiellement dénommé Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, cet accord vise à mettre fin à la Guerre du Mali. Il a été signé le 15 mai et le 20 juin 2015 à Bamako après des négociations menées à Alger entre la République du Mali et la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA). L'ac-

cord prévoit notamment de rétablir la paix au Mali par une décentralisation soutenue (dite « régionalisation »), la création d'une armée reconstituée intégrant les anciens groupes armés signataires, et des mesures de développement économique spécifiques au Nord du pays, le tout appuyé par un effort de dialogue, de justice et de réconciliation nationale. Les chefs d'État et de gouvernement se pencheront à l'occasion de ce sommet sur plusieurs dossiers cruciaux dont la sécurité alimentaire, le terrorisme, l'intégration économique à travers la Zone de libre-échange africaine et les moyens pour le continent de faire entendre sa voix sur la scène internationale.

B. O.

PLUS QUE 60 KM POUR ACHEVER LA PARTIE NIGÉRIENNE DE LA TRANSSAHARIENNE

Alger et Niamey bientôt reliés

Outre ce qui a déjà été annoncé concernant l'avancement de la route Transaharrienne (RTS), la Banque africaine de développement (BAD) a mis la lumière sur les différentes progressions qu'a connues ce projet routier d'envergure durant ces derniers mois.



PH. DR

1890km ont déjà été réalisés, soit 97% du total du projet. Le responsable de la BAD a apporté plus d'éclaircissement, relatifs à la nature des travaux prévus à cet égard, soulignant le lancement « des travaux de revêtement, de signalisation et d'ordre environnemental ».

Abordant le volet relatif au temps et au coût du transport et la logistique de la partie nigérienne qui reste à livrer, le responsable africain a mis en évidence l'intensification du trafic et tous ses avantages, évoquant « un regain d'intérêt de la part des populations et des transporteurs », précisant que « le temps de parcours a baissé et de nouvelles opportunités

économiques s'offrent aux populations dans la zone d'influence du projet ». Une fois achevée, la RTS reliera la côte méditerranéenne à la côte atlantique de l'Afrique, et devrait apporter des avantages économiques importants à la région, ainsi qu'aux économies locales des zones qu'elle traverse.

Cela contribuera à stimuler le commerce et la stabilité du Niger, améliorer le cadre de vie de ses habitants. C'est ce qu'a d'ailleurs confirmé le porte-parole de la Banque de développement africaine, qui a annoncé que « ce projet est conçu de manière inclusive et intégrée », afin de « renforcer la résiliences des populations dans la zone du

projet ».

Alors que ce projet permettra de désenclaver plus de 400 millions d'Africains, repartis sur plus de 6 millions de km², et favorisera l'intégration économique des 6 pays traversés, la BAD parie fortement sur ce projet qui constitue un vecteur important de facilitations des échanges et de consolidation de développement économique des pays concernés.

« La transsaharienne est l'un des principaux corridors transafricains défendus par la Commission de l'Union africaine, comme l'épine dorsale du développement du continent », a rappelé Albéric Houssou Olaya Cestmir.

Hamid Si Ahmed

POUR SA SOLIDARITÉ AGISSANTE DURANT LE SÉISME

La Turquie remercie l'Algérie

Le SG du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Amar Belani, a reçu jeudi l'ambassadrice de Turquie en Algérie, Mme Mahinur Ozdemir Goktas. Cette dernière a expliqué en son nom propre et au nom du gouvernement turc, « sa profonde gratitude au président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, et le peuple algérien dans son ensemble, pour leur large élan de solidarité avec la Turquie suite au tremblement de terre dévastateur », ajoutant que le président Recep Tayyip Erdogan, le gouvernement et le peuple turcs ont été grandement « touchés par les messages de solidarité et l'aide matérielle et humaine urgente venant d'Algérie », et que « la Turquie n'oubliera jamais la position de l'Algérie, dans cette terrible épreuve ». L'ambassadrice de Turquie a également adressé « ses sincères remerciements et ses félicitations au personnel de la Protection civile qui a participé aux opérations dans les zones touchées par le tremblement de terre », et a salué « le grand et haut professionnalisme et le haut professionnalisme et leur contribution inestimable pour sauver de nombreuses vies ». Outre « le rappel des liens historiques et profonds existants entre les deux pays et les deux peuples frères », cette réunion a été l'occasion pour les deux parties de discuter de nombreuses questions bilatérales, les deux parties étant convenues de la nécessité « préserver la dynamique positive qui a caractérisé les relations entre les deux pays, et travailler à les renforcer davantage à l'avenir, en explorant d'autres domaines de coopération bilatérale, comme la concrétisation de la volonté commune des Présidents Tebboune et Erdogan, dans l'établissement d'un partenariat stratégique global entre l'Algérie et la Turquie ». Il a été convenu, en outre, de consolider le dialogue politique existant entre les ministères des AE des deux pays en intensifiant les visites et les consultations politiques mutuelles et régulières, ainsi que le développement et l'expansion de la coopération économique, technique et scientifique, l'échange culturel et humain entre l'Algérie et la Turquie, notamment en favorisant la formation dans le domaine des archives et un livre d'histoire commun qui rapproche les deux pays ». Les deux parties ont également discuté des questions internationales et régionales les plus importantes d'intérêt commun, en particulier la question palestinienne et la situation dans la région du Sahel et du Sahara occidental occupé.

H. S. A.

COUR AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME

La magistrate algérienne Bensaoula Chafika réélue

La candidate de l'Algérie, la magistrate Bensaoula Chafika, a été réélue, jeudi, membre de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples pour un deuxième mandat (2024-2030), lors des travaux de la 42e session du Conseil exécutif de l'Union africaine (UA), qui se déroulent au siège de l'UA à Addis-Abeba (Ethiopie), indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. Selon le texte du département des Affaires étrangères, la candidate de l'Algérie a obtenu, à la clôture du vote, la majorité des voix (38) sur les 41 États votants. La Cour africaine est composée de 11 magistrats issus de pays membres de l'UA, élus par le Conseil exécutif composé des ministères des Affaires étrangères.

B. O.

TRANSPORT FERROVIAIRE NORD-SUD

2023, l'année des grands projets

Après avoir annoncé l'entrée en service aujourd'hui du tramway de Mostaganem, le ministre des Transports, Kamel Beldjoud a déclaré l'entame des préparatifs en vue du lancement des projets d'extension du réseau ferroviaire Nord-Sud, et l'ouverture dans ce cadre du tronçon reliant Boughezoul à Laghouat sur une distance de 250 km au cours du premier trimestre de cette année et une autre ligne vers Béchar sera réalisée prochainement.

En effet, lors d'une séance plénière à l'APN dédiée aux questions orales, Beldjoud a précisé que ses services ont procédé à la prise de mesures pratiques pour la réalisation des projets ferroviaires sur l'ensemble du territoire, dont des projets sur la trajectoire des wilayas du sud comme Ouargla. « La réalisation de ces projets d'envergure constitue une des priorités de l'année en cours », a-t-il estimé. À ce propos, Beldjoud a fait état d'une étude de faisabilité concernant le projet de la ligne ferroviaire à Ghardaïa, d'une longueur linéaire de 170 km, soulignant qu'il constituait le plus grand axe de la voie ferrée Sud-Est, depuis la gare de Metlili à celle de Ouargla et qui s'étend jusqu'au pôle pétrolier de Hassi Messaoud.

S'agissant de la ligne Ouargla-Hassi Messaoud (85 km), le ministre a expliqué que l'étude de faisabilité et les tests topographiques et géotechniques « touchent à leur fin » et le projet « en est à sa dernière étape », à savoir l'élaboration du rapport final. Évoquant le projet de

ligne ferroviaire Tougourt-Hassi Messaoud (150 km) qui est un prolongement de la ligne Constantine-Tougourt, le ministre a précisé que les travaux étaient à 62%, relevant l'importance économique de ce projet qui relie le pôle pétrolier aux ports du Nord-Est du pays qui était également une ligne mixte transportant, à la fois, les passagers et les marchandises. Il a souligné que les sociétés chargées de la réalisation de ce projet ont rencontré plusieurs difficultés qui ont affecté la cadence des travaux.

95 % DU PROGRAMME DANS LES HAUTS-PLATEAUX RÉALISÉ

Sur la stratégie du développement du transport ferroviaire au niveau des Hauts-plateaux, Beldjoud a affirmé que le taux de réalisation des projets programmés a atteint 95 %, soit une distance globale de 1 160 km. À une question sur le projet d'extension de la ligne ferroviaire reliant la ville d'Azazga à la

gare de Oued Aissi dans la wilaya de Tizi Ouzou, le ministre a fait savoir que cette ligne s'étendant sur une distance de 25 km est en phase d'étude de faisabilité, ajoutant que deux propositions sont en cours d'examen concernant l'itinéraire de cette ligne.

Le retard de la concrétisation de ce projet est dû aux conditions sanitaires liées à la pandémie de Covid-19 ainsi qu'au manque des moyens financiers pour le relancer, a expliqué Beldjoud. À une autre question sur l'extension du tramway de Sétif, le ministre a précisé qu'après la réception en 2018 de la première ligne sur une distance de 15,2 km, dotée de 24 stations, il est proposé d'effectuer une étude approfondie pour la deuxième ligne de 7,5km avec 19 stations pour la région nord de la ville démarrant de l'université El-Hidhab 3 en passant par le centre-ville jusqu'à la cité universitaire El-Hachemi Hocine.

Sarah O.

TAXIS

Des licences exceptionnelles accordées

S'agissant des licences de taxis, le ministre des Transports Kamel Beldjoud a affirmé que ses services ont reçu plusieurs demandes de différentes wilayas et s'apprentent à prendre une décision définitive à cet effet. Le ministre a ajouté qu'il existe des licences exceptionnelles accordées en cas de nécessité afin de résoudre les problèmes de transport. Par ailleurs, Beldjoud a rappelé également que ses services « œuvrent actuellement à assurer toutes les conditions de réussite » du transport dans le cadre du Hadj et de la Omra ainsi que la prochaine saison estivale, soulignant que le programme relatif à ces occasions sera finalisé définitivement en mars prochain.

S.O.

VIANDES ET PRODUITS DE LARGE CONSOMMATION

Henni et Rezig s'attaquent à la hausse des prix

Les ministères de l'Agriculture et du Commerce ont annoncé une série de mesures destinées à réduire les prix des produits de large consommation ainsi que celles des viandes blanches et rouges prochainement notamment durant le mois de Ramadhan.

Concernant les viandes, Abdelhafid Henni a souligné jeudi à l'APN, que les prix des viandes blanches connaîtront une baisse « très prochainement », après la décision du ministère de plafonner le prix du poulet à 350 da/kg dans les points de vente de l'Office national de l'aliment de bétail (ONAB). Dans ce contexte, le ministre a donné « un dernier avertissement » aux acteurs activant dans cette filière pour baisser les prix en les adaptant au pouvoir d'achat du consommateur tout en préservant une marge bénéficiaire leur permettant de poursuivre leur activité. « Si les prix demeurent élevés, a-t-il ajouté, des mesures seront prises en coordination avec le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations et les services de sécurité ». Henni s'est dit étonné de la hausse « rapide » du prix du poulet passé de 320 da/kg à plus de 400da/kg, estimant que cette augmentation « est injustifiée et inacceptable, voire inhumaine ». Le ministère de l'Agriculture contrôle la filière de la volaille de façon quasi-complète, avec un taux de contrôle allant jusqu'à 90%, ajoute le ministre, annonçant le lancement de concertations entre les différents intervenants pour une meilleure organisation de la filière. Quant aux viandes rouges, il a précisé que les prix seront fixés autour de 1200DA/kg, et ce, suite à la décision d'im-



Ph: DR

portation de viandes rouges via l'Algérienne des viandes rouges « Alviar », une décision prise pour « rassurer les consommateurs pendant le Ramadhan ». Les viandes seront importées de « certains pays d'Amérique latine et d'autres pays avec lesquels nous avons des relations fraternelles », a-t-il dit. Henni a imputé la hausse des prix des viandes rouges et de la spéculation aux retombées de la pandémie du Coronavirus, prévoyant une stabilité des prix jusqu'à fin 2023, grâce à la décision permettant d'assurer la fourniture des matières premières des aliments de bétail par l'ONAB. Henni a également évoqué les prix élevés des fruits et légumes, affirmant que des mesures seront prises pour assurer la stabilité des produits de large consommation, notamment la pomme de terre. S'agissant de la reconsidération du réseau de distribution du lait subventionné, les départements ministériels concernés s'attèlent, selon le ministre, à trouver « une solution définitive avant le mois de Ramadhan, en assurant un contrôle de la chaîne de production et de commerciali-

sation », soulignant que l'Office national interprofessionnel du lait (ONIL) et les laiteries publiques et privées sont mobilisées pour produire des quantités considérables qui dépassent les besoins des consommateurs.

De son côté le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig a déclaré à la même occasion, toutes les mesures ont été prises pour assurer l'approvisionnement régulier en produits de base pendant le Ramadhan prochain, et ce, avec la coordination des ministères du Commerce, de l'Industrie, de l'Agriculture et de l'Intérieur et tous les corps de sécurité. Concernant la hausse des prix de certains produits subventionnés le ministre a affirmé que le secteur avait mis en place une série de mesures pour réguler le marché, suivre le plafonnement légal des prix des produits de base et coordonner avec les services de sécurité pour éradiquer la spéculation illégale, notamment à travers le contrôle des dépôts et des chambres froides.

Sarah O.

GRIPPE SAISONNIÈRE

Les personnes vulnérables appelées à la vaccination

Des épidémiologistes ont mis en avant la nécessité du port de la bavette par les personnes atteintes de grippe saisonnière, en vue d'éviter la contagion, notamment durant la saison hivernale qui connaît une large propagation de ce virus. À ce propos, le président de la Société algérienne d'immunologie, Pr Kamel Djenouhat a souligné l'importance de poursuivre la vaccination contre le virus de la grippe saisonnière, notamment pour les personnes à risque parmi les catégories vulnérables, avec l'obligation du port de la bavette pour les porteurs du virus, en vue d'éviter la contagion. Selon lui des études ont prouvé que les personnes qui avaient été vaccinées contre la grippe saisonnière puis avaient contracté le coronavirus, « n'avaient pas développé de complications ». De son côté, le chef de service de pneumologie et de phthisiologie au sein de l'Établissement hospitalier public (EHP) de Blida, Pr. Sofiane Ali Halassa, a estimé que certains cas de grippe saisonnière examinés dans son service étaient "critiques", notamment les catégories vulnérables souffrant de pathologies chroniques, mettant en garde contre l'usage excessif des antibiotiques qui peuvent être "inefficaces" pour combattre le virus. Le chef de service d'épidémiologie et de médecine préventive à l'hôpital de Tipasa, Pr Abderrezzak Bouamra, a souligné l'importance de poursuivre les campagnes de sensibilisation et de prévention contre la grippe saisonnière, mettant en avant la nécessité du port de la bavette qui a prouvé son efficacité dans la prévention contre la contagion lors de la propagation du coronavirus, en sus du lavage des mains plusieurs fois par jour et le respect de la distanciation physique. Pour rappel, l'Institut Pasteur avait importé, cette saison, 2,5 millions de doses de vaccin antigrippal. La campagne de vaccination organisée à partir d'octobre 2022 jusqu'à mars prochain, cible particulièrement les personnes âgées, les femmes enceintes et les malades chroniques.

M. Seghilani

PÉNURIE DE MÉDICAMENTS

La situation devrait rentrer dans l'ordre dans une semaine

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ali Aoun, a affirmé que toutes les mesures nécessaires ont été prises pour résoudre le problème de certains médicaments importés qui connaissent des perturbations sur le marché à cause d'importateurs ayant failli à leurs engagements.

« Nous avons six classes thérapeutiques sous tension. Pour les 10 classes en rupture ou qui connaissent des perturbations, toutes les mesures nécessaires ont été prises. La situation devrait rentrer dans l'ordre dans environ une semaine », a-t-il annoncé lors d'une conférence de presse animée en marge de sa visite à la 17ème édition du Salon international de la pharmacie en Algérie « SIPHAL 2023 », ouvert mercredi au Palais des expositions. Aoun a souligné qu'il s'agissait « de produits qui ont été commandés par des importateurs ayant failli à leurs engagements ». À ce titre, le ministre a expliqué que son

département œuvrait à sensibiliser au maximum les partenaires quant à l'obligation d'honorer leurs engagements, tout en avertissant que « dorénavant, ce genre de manquement sera sévèrement sanctionné », notamment en appliquant les dispositions contenues dans la Loi de finances 2023 qui prévoit des sanctions financières à l'en-

contre des opérateurs qui ne respectent pas leurs engagements, en matière de production ou d'importation de médicaments. « Chaque partenaire ayant bénéficié de programmes d'importation devra prendre ses responsabilités et respecter les délais qui lui sont impartis », a insisté Aoun, rappelant que « tout retard dans la production, la dis-

tribution ou la commercialisation des médicaments impactera au final le malade algérien qui a droit au respect total ».

Evoquant la production locale des médicaments, le ministre a fait savoir que le marché national « ne peut être satisfait que par une production locale conforme aux normes et pratiques internationales », citant

en exemple la production locale d'insuline qui ambitionne de couvrir « une grande partie des besoins du marché local en 2024 ». Le ministre a également avancé qu'un laboratoire local comptait produire la matière première du Paracétamol et projetait aussi de produire les cristaux d'insuline.

S. O.

EXFILTRATION CLANDESTINE D'AMIRA BOURAOUI

Le bureau de l'APN dénonce

Le bureau de l'Assemblée populaire nationale a dénoncé l'exfiltration illégale d'une ressortissante algérienne, Amira Bouraoui à savoir, dont la présence physique sur le territoire national est prescrite par la justice algérienne. En sus, le bureau de l'APN a salué la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune d'envoyer des aides en Turquie et en Syrie, en solidarité avec les victimes du séisme qui a frappé ces deux pays, mettant en avant les efforts déployés par les agents de la Protection civile mobilisés dans le cadre de cette opération. Selon un communiqué de l'APN

rendu public, le bureau de l'APN s'est réuni, mercredi, sous la présidence de Brahim Boughali, président de l'institution parlementaire, pour arrêter le calendrier des séances plénières et examiner les questions orales et écrites qui lui ont été soumises. Cette réunion a permis d'examiner la demande de la commission de la défense nationale d'organiser des visites d'information ainsi que celle de la commission de la jeunesse, des sports et de l'action associative d'organiser une journée parlementaire sur le financement des clubs sportifs, dans le cadre de la loi sur la professionnalisation du sport ». Le

bureau a examiné également la demande du Mouvement de la société pour la paix et des indépendants d'organiser une journée d'étude sur « les énergies renouvelables et les perspectives de la transition énergétique en Algérie ».

Un exposé a été présenté devant les membres du bureau concernant l'organisation par l'APN de la deuxième réunion inscrite dans le cadre des réunions d'appel pour le Sahel, prévue les 26 et 27 février, en collaboration avec l'Union interparlementaire (UIP), ajoute le communiqué.

S. O.

LIGUE DES CHAMPIONS AFRICAINE/CR BELOUZDAD-ES TUNIS (20H00)

Le «Chabab» pour la confirmation



Phs : DR

Vainqueur du Zamalek, sur le terrain même de ce dernier pour sa première sortie dans la phase des poules de la ligue des champions d'Afrique, le CR Belouizdad sera appelé, ce soir à partir de 20h00 au stade du 5-Juillet, à confirmer sa belle entrée en lice dans la prestigieuse épreuve continentale inter-club.

Il faut dire que les Belouizdadis, qui se sont qualifiés, mardi passé, au forceps au prochain tour de la Coupe d'Algérie contre la modeste équipe du MC El Eulma, se sont mis dans l'ambiance de la rencontre de ce soir dès la fin du rendez-vous de la compétition populaire en Algérie.

C'est dire que le staff technique du club de la capitale n'a pas voulu perdre de temps. Il a voulu profiter au maximum pour préparer de la meilleure des manières ses joueurs pour la compétition africaine. Pour le premier responsable technique du "Chabab", le Tunisien Nabil El Kouki, il va falloir retrousser les

manches et faire tout ce qui est possible pour réussir la passe de deux, à l'occasion de ce derby maghrébin.

L'enjeu sera donc ce soir les commandes du groupe que les deux équipes se partagent au classement après leurs victoires respectives sur la plus petite des marges lors de la journée inaugurale.

C'est dire que la motivation est grande chez le triple champion d'Algérie en titre dont les joueurs sont conscients de la mission qui les attend. Ils savent pertinemment aussi qu'ils n'ont pas le droit de perdre des points à domicile, pour éviter toute mauvaise surprise au cours de la suite de cette phase de poules qui ne fait

que commencer. Les camarades du capitaine Bouchar, qui fera pour l'occasion son retour après avoir purgé son match de suspension lors du précédent match au Caire, comptent aussi sur la présence massive de leurs supporters qui ont envahi la plateforme réservée à l'achat des billets pour cette rencontre.

En tout cas, dans le camp belouizdadi, on est bien déterminé à aller jusqu'au bout dans cette épreuve, et pourquoi pas offrir au club sa première consécration continentale après avoir dominé de la tête et des épaules le championnat algérien.

Hakim S.

SUPER LEAGUE AFRICAINE

Les raisons de la mise à l'écart des clubs algériens

Le football algérien ne sera pas représenté dans la première édition du Championnat d'Afrique de Super Ligue, une compétition qui sera lancée à partir d'octobre de cette année sous le parrainage conjoint de la Fédération internationale de football, la FIFA, et de la Confédération africaine de football (CAF), et dont les récompenses seront les plus élevées dans toutes les compétitions organisées par cette dernière instance, à l'image de la Ligue des champions africaine et la coupe de la Confédération.

Le site officiel de l'Espérance de Tunis a publié la liste des équipes choisies par la FIFA et la CAF pour participer à la première édition de la Super Ligue africaine, qui comprend huit formations de différentes régions du continent. Il s'agit, selon cette source du Ahly d'Egypte, de l'ES Tunis de Tunisie, du WA Casablanca du Maroc, de Mamelodi Sundowns d'Afrique de Simba de la Tanzanie, de



Horoya Conakry de la Guinée, de Petro Atlético de l'Angola et des Congolais du TP Mazembe. Du coup, on remarque que La FIFA et la CAF ont marginalisé les équipes algériennes dans cette compétition, ne prenant pas leurs performances dans les épreuves continentales inter-club, à l'image de l'ES Sétif qui a remporté la Ligue des champions il y a quelques années, et la JS Kabylie, vain-

queur de plusieurs sacres continentaux. Aussi, les instances des présidents Infantino et Motsepe n'ont peut-être pas pris en compte les progrès réalisés par l'Algérie en matière d'équipements après son inauguration des stades de classe mondiale n'ayant rien à envier aux enceintes footballistiques européennes, de l'avis même du président de la CAF lors de ses déclarations qu'il a faites pendant le

CHAN tenu dernièrement en Algérie. Dans le même contexte, le vétéran entraîneur français Claude Le Roy, qui a une grande expérience sur la scène continentale, a fait savoir au micro de Canal Foot que les critères adoptés par la Confédération africaine de football, se sont appuyés sur celui de la géographie et du palmarès pour déterminer les huit équipes qui participeront au Championnat d'Afrique de Super League. Le même technicien a ajouté que la CAF a fait en sorte que toutes les régions du continent soient représentées dans cette épreuve, ce qui explique la présence de formations moins huppées, telles Simba, Horoya Conakry et Petro Athletic. Aussi, le riche palmarès de formations comme le Ahly d'Egypte, le WAC, l'EST et le TP Mazembe, a joué aussi en leur faveur pour disputer cette première édition de la nouvelle compétition africaine inter-club, qui se jouera sous forme de tours éliminatoires.

H. S.

**S
T
R
O
P
S**

PREMIER LEAGUE

Manchester United, prochain joyau des pays du Golfe ?

Le Qatar, déjà propriétaire du Paris SG et bientôt à la tête de Manchester United? Selon la presse britannique, des investisseurs qataris ont formulé une offre pour les "Red Devils", confirmant l'incroyable appétit des pays du Golfe pour la Premier League où Manchester City a été racheté par les Emiratis et Newcastle par les Saoudiens.

Mis en vente fin novembre, Manchester United devrait connaître leurs prétendants vendredi, présenté comme la date-limite pour déposer une offre auprès de la banque américaine Raine, déjà chargée de la vente de Chelsea l'an dernier. Pour le moment, seul le groupe pétrochimique Ineos du milliardaire britannique Jim Ratcliffe a officialisé son intérêt pour le club aux 20 titres de champion d'Angleterre et trois sacres en Ligue des champions, propriété de la famille américaine Glazer depuis 2005. Selon le quotidien The Telegraph et la chaîne de télévision Sky Sports, l'offre venue du Qatar s'élève à 4,5 milliards de livres (5,1 milliards d'euros). En cas de prise de contrôle qatarie, des questions règlementaires se poseraient, l'UEFA interdisant à deux clubs ayant le même propriétaire -il s'agirait en l'occurrence de MU et du PSG- de disputer la même compétition européenne. Cet argument, qui pourrait aussi être opposé à Ratcliffe, également propriétaire de Nice et Lausanne, ne semble pas insurmontable: Salzbourg et Leipzig, propriétés du groupe de boissons énergi-



santes Red Bull, ont contourné l'obstacle moyennant quelques gages donnés aux autorités.

DROITS TV ET ÉCHO MONDIAL

Selon une source ayant connaissance du dossier, jointe par l'AFP, les porteurs de l'offre qatarie ne seraient ni Qatar Sports Investments (QSI), propriétaire du PSG, ni sa maison-mère, le fonds souverain Qatar Investment Authority, mais "un fond complètement différent". Il n'y a "aucun risque que MU et le PSG ne puissent participer à la même compétition européenne si une entreprise du Qatar rachète le club anglais", insiste cette même source. Il faudra aussi obtenir le blanc-seing de la Premier League, mais, là encore, la barrière ne paraît pas bien haute. Le rachat de Newcastle en octobre 2021, par un consortium dominé à 80% par le fonds souverain saoudien, avait entraîné, mais la principale raison était une affaire de piratage par les Saoudiens de la diffusion des matches dans la région, au détriment de... la chaîne qatarie BeIN Sport. La question des droits humains, également soulevée pour le rachat de Newcastle, n'aura que peu d'effet. Le récent Mondial-2022 a prouvé que le Qatar n'a pas grand chose à craindre en termes de réprobation internationale. Les récentes accusations de fraude massive lancées par la Premier League contre Manchester City pourraient, elles, ternir l'aura des investisseurs du Golfe, mais pas au point de bloquer une prise de contrôle qatarie. L'intérêt des pays du Golfe pour la Premier League, premier championnat de football au monde, avec ses droits de diffusions gigantesques et son écho mondial, n'est pas surprenant.

Mais il "ne peut pas être vu que sur un plan économique", souligne auprès de l'AFP Danyel Reiche, professeur-associé sur le campus de la Georgetown University au Qatar. "Il entre dans l'objectif de donner une meilleure image de marque aux pays (de la région) et comme outil de relations internationales", poursuit ce spécialiste du sport qui a dirigé un projet d'étude sur le Mondial-2022. "L'acquisition de Manchester United serait tout à fait cohérente", remarque-t-il.

"NOUVELLE ESCALADE"

La rivalité locale entre City et United deviendrait alors le théâtre d'une bataille symbolique entre les Émirats arabes unis et le Qatar, deux pays rivaux du Golfe, rappelle le chercheur. La facture dépassera en tout cas très largement les 70 millions d'euros déboursés par QSI pour le PSG en 2011 ou les 230 M EUR d'Abou Dhabi pour City en 2008. Alors que les Glazer avaient "payé" 900 M EUR -la majeure partie avait été financée par endettement et mise à la charge du club-, la valorisation des "Red Devils", cotés à la bourse de New York, a progressé de 60% depuis leur mise en vente, dépassant les 3,6 milliards d'euros. Engagé seulement en Ligue Europa cette saison, mais 3e du championnat, le club fait face à de sacrés défis en dehors des terrains: 580 M EUR de dette, 345 M EUR d'indemnités de transfert encore dus et un stade, Old Trafford, laissé en friche par les Glazer, à rénover, voire à reconstruire. Pas de quoi effrayer le Qatar qui pourrait s'offrir en plus d'un club connu dans le monde entier un record, celui du rachat le plus élevé de l'histoire, tous sports confondus.

SELON LE PÈRE DE MESSI

"Les conditions ne sont pas réunies" pour un retour au Barça

Interrogé par les journalistes à l'aéroport de Barcelone, Jorge Messi, le père de Lionel Messi, a écarté un possible retour de son fils au FC Barcelone dans l'immédiat, car selon lui, "les conditions ne sont pas réunies". "Je ne crois pas. Parce que les conditions ne sont pas réunies", a balayé le père du récent champion du monde argentin devant les journalistes qui lui demandaient si son fils allait revenir au Barça. Jorge Messi a rappelé que son fils "est en

contrat avec le Paris Saint-Germain" et a affirmé qu'il n'a "pas parlé" avec le président blaugrana Joan Laporta. À 35 ans, le septuple Ballon d'Or doit décider de quoi son avenir sera fait, quelques semaines après avoir enfin atteint le graal d'un sacre à la Coupe du monde 2022 au Qatar. "On est en discussion (pour une prolongation de contrat, NDLR). Je ne peux pas cacher ça, j'aimerais l'avoir dans ce projet, qu'il puisse continuer avec nous", a déclaré le

conseiller football du club parisien Luis Campos dans une interview au magazine Téléfoot diffusée le 5 février par la chaîne française TF1. "Je serais ravi s'il continue, mais on discute en ce moment pour essayer d'arriver au but, pour continuer à avoir Leo Messi avec nous", a ajouté Campos.

Messi a rejoint Paris en 2021, pour deux saisons (plus une en option), après avoir effectué toute sa carrière professionnelle avec le FC Barcelone.

FRANCE

Le sort de Le Graët étudié le 28 février

Le sort du président de la Fédération française de football (FFF) Noël Le Graët, mis en cause par un audit ministériel, sera au menu de la prochaine réunion du comité exécutif de la Fédération française de football (FFF), prévue le 28 février à Paris en séance extraordinaire. Les membres du "Comex" ont reçu jeudi une convocation pour une réunion en présentiel le 28 février à 10h00 au siège de la FFF, à Paris. Ce développement intervient au lendemain de la remise du rapport d'audit final de l'Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (IGESR) sur les dysfonctionnements à la FFF, dont la synthèse épingle les "dérives de comportement" de Noël Le Graët, "incompatibles avec l'exercice des fonctions et l'exigence d'exemplarité qui lui est attachée". Le président en exercice depuis 2011 n'a pas encore réagi publiquement mais, selon une source haut placée à la Fédération, il n'est pas décidé à démissionner. Plusieurs personnalités fédérales l'ont néanmoins invité à quitter ses fonctions.

MERCATO

Le Real Madrid tient déjà sa première recrue pour la saison prochaine

Les Madrilènes auraient déjà choisi leur première nouvelle tête en vue de la saison prochaine. Le Real Madrid s'attend à un mercato estival assez animé. Il devrait y avoir quelques départs dans l'effectif, mais surtout, des arrivées. On le sait, les Merengues espèrent attirer Jude Bellingham dans leurs rangs, et même si la course avec les cadors anglais s'annonce assez folle, les Madrilènes seraient plutôt bien positionnés. Quant à Kylian Mbappé ou Erling Haaland, tout devrait plutôt se jouer lors de l'été 2024.

En revanche, Carlo Ancelotti, ou qui que soit le nouvel entraîneur du club de la capitale espagnole, sait déjà qu'il pourra compter sur un nouveau joueur la saison prochaine. Il s'agit de Brahim Diaz, actuellement prêté à l'AC Milan, et auteur du but de la victoire lombarde 1-0 face à Tottenham en Ligue des Champions mardi soir. Prêté en terres italiennes jusqu'en fin de saison, il devrait bien revenir à Madrid cet été.

LE REAL MADRID A TOTALEMENT CONFIANCE EN DIAZ

Il faut dire que les Milanais n'ont pas d'option d'achat, et le Real Madrid n'a pas spécialement l'intention de négocier. Et pour cause, les dirigeants du champion d'Europe en titre ont l'intention d'offrir un rôle important au milieu offensif hispano-marocain la saison prochaine. Un nouveau contrat va même lui être proposé, avec l'intention de prolonger son bail jusqu'en 2027. Son contrat actuel expire en 2025. Une façon de montrer toute la confiance qu'a le club quant au talent et au potentiel du principal concerné. Le joueur lui veut revenir, mais à une condition : avoir du temps de jeu. Ce qu'il devrait avoir, après trois saisons plutôt convaincantes du côté de la Serie A. Cette saison, le joueur de 23 ans a inscrit 4 buts et délivré 3 passes décisives en 19 rencontres de Serie A. Un premier renfort intéressant pour la bande de Karim Benzema en vue de la saison à venir donc...

Tottenham Hotspur dans le viseur d'un investisseur américain

Le groupe américain MSP Sports Capital prépare une offre de 3,75 milliards de dollars pour acquérir le club anglais de Tottenham Hotspur dans les prochaines semaines. Selon le site spécialisé Front Office Sports, le président du groupe et copropriétaire des Phoenix Suns, Jahm Najafi, travaillerait avec un groupe d'investisseurs afin d'approcher le propriétaire des Spurs, Joe Lewis, et le président, Daniel Levy, pour un éventuel rachat. Forbes avait évalué à 2,35 milliards de dollars le club anglais, qui a déclaré un chiffre d'affaires de 534 millions de dollars au cours de l'exercice se terminant en juin 2022. L'investisseur américain envisagerait de prendre à la charge de MSP Sports 70% du prix d'achat, alors que des bailleurs de fonds du Golfe, originaires pour la plupart d'Abou Dhabi, investiraient les 30% restants, d'après la même source. MSP Sports est actionnaire de plusieurs autres équipes de football, dont Estoril Praia (Portugal), AD Alcorcon (Espagne), SK Beveren (Belgique) et le FC Augsburg (Allemagne). Tottenham, cinquième de Premier League, vient de perdre le huitième de finale aller de la Ligue des champions, à San Siro face à l'AC Milan (1-0). Le match retour se déroulera le 8 mars prochain au Tottenham Hotspur Stadium.

GUELMA. ETABLISSEMENTS SCOLAIRES

Campagnes de sensibilisation contre les fléaux sociaux

Les campagnes de sensibilisation menées par la commission de wilaya de lutte contre les fléaux sociaux et l'interdiction de la vente des produits du tabac aux mineurs de Guelma a touché durant les trois derniers mois plus de 11.000 élèves des établissements scolaires et de la formation professionnelle, a-t-on appris mercredi de l'inspecteur général de la wilaya Hocine Meliani.



Ph: DR

Les bénéficiaires du programme de sensibilisation de cette commission durant la période allant du mois de novembre 2022 à janvier 2023 sont répartis entre 82 établissements scolaires dans les trois paliers et sept établissements de formation et d'enseignement professionnels, a précisé M. Meliani en marge de la caravane de sensibilisation qui effectue une halte à l'école primaire Boukehil Abdelhak dans la commune d'Ain Regada à l'extrême ouest de la wilaya. L'action de sensibilisation, menée par la commission durant cette période, a ciblé 15 communes sur un total de 34 communes que compte la wilaya, a rappelé le même res-

ponsable, précisant que l'opération s'effectue sous forme d'ateliers animés par des représentants de différentes administrations et instances publiques, ainsi que des représentants de la société civile. Selon l'inspecteur général de la wilaya, les caravanes et les campagnes de sensibilisation menées par cette commission ont permis de découvrir et de prendre en charge des situations difficiles d'enfants et des élèves d'établissements scolaires et de formation et d'enseignement professionnels. L'action effectuée dans le cadre

de la caravane de sensibilisation menée à la commune d'Ain Regada a suscité un grand intérêt de la part des élèves de l'école primaire qui ont fait montre d'un haut sens d'interactivité avec les différents ateliers organisés à cette occasion en rapport, entre autres, avec les dangers de la toxicomanie, la mauvaise utilisation de l'internet et réseaux sociaux, ainsi que les dangers de la consommation du tabac chez les mineurs et la violence physique et autres formes d'intimidation en milieu scolaire.

OUARGLA. PROJET DE RÉALISATION DU CHU

Achèvement de l'étude

L'étude relative au projet de réalisation d'un Centre hospitalo-universitaire (CHU) à Ouargla a été achevée, a-t-on appris mercredi auprès de la wilaya. L'étude relative à la réalisation de cette structure hospitalière "qui constituera un acquis important pour le secteur de la santé" dans la région a été présentée par le bureau d'études en charge de l'opération, lors d'une récente rencontre organisée au siège de la wilaya, en présence des membres de l'exécutif, des élus locaux et des représentants de différentes institutions publiques, a-t-on indiqué. Occupant une superficie globale de 30 hectares, ce projet dispose d'une capacité de 410 lits, répartis entre le service Mère-Enfant (60 lits), la chirurgie (140), les consultations médicales (120), les urgences (90), ainsi que 50 logements d'astreinte, selon la fiche technique. Le futur CHU sera concrétisé selon les normes internationales et se dotera d'équipements médicaux de pointe. S'agissant de l'impact social, cet hôpital générera plus de 1.500 emplois, toutes catégories confondues. Une fois réalisée, cette structure de santé, à vocation régionale, permettra d'atténuer les contraintes de déplacements coûteux vers d'autres structures de santé.

BLIDA. MOUZAÏA

Relogement de 50 familles vivant dans des habitations précaires

Les services de la daïra de Mouzaïa (ouest de Blida) ont procédé, dans le cadre de l'éradication de l'habitat précaire, au relogement de 50 familles dans des logements décentes, a-t-on appris mercredi auprès de ces services. 50 familles qui vivaient dans des logements précaires dans la région de Nhaoua relevant de la commune de Aïn Romana (ouest) ont été relogées dans des logements décentes, a déclaré à l'APS la

cheffe de daïra, Rabéa Tebbal. Au terme de l'opération de relogement, les habitations précaires ont été démolies pour exploiter les assiettes foncières récupérées dans la réalisation de nouveaux projets de développement adaptés aux besoins des habitants de cette région classée zone d'ombre, a-t-elle ajouté. Dans le cadre des démarches visant à assurer des logements décentes aux habitants des bidonvilles, une autre opération est prévue en

juillet prochain pour le relogement de 200 familles de la commune de Mouzaïa et 314 autres dans la commune de Chiffa, a fait savoir la responsable. Le wali de Blida, Ahmed Maabed avait annoncé, la semaine dernière lors de l'inspection de projets de logements en cours de réalisation, le lancement de l'opération d'établissement des listes des bénéficiaires de logements, et ce dans le cadre de l'éradication de l'habitat précaire.

ORAN. RÉSEAU D'ÉNERGIE

30 nouvelles exploitations agricoles raccordées

Trente (30) nouvelles exploitations agricoles ont été récemment raccordées au réseau d'énergie à travers la wilaya d'Oran portant à 270 le nombre d'exploitations ayant bénéficié de cette source depuis une année, a annoncé mercredi la direction de distribution d'Es-Senia de Sonelgaz. La direction de distribution a finalisé, au cours des dernières semaines, le raccordement de 30 nouvelles exploitations agricoles dans les localités de Sidi Benyebka, Boutelillis, Oued Tlélat, Marsa El Hadjadj, Tafraoui et Sénia, a précisé un communiqué de cette entreprise. L'opération vise

à améliorer les conditions d'alimentation en énergie des zones agricoles et le développement du secteur de l'agriculture, conformément aux engagements de l'entreprise à faciliter la mise en application des programmes de l'Etat, a-t-on souligné. Pas moins de 780 dossiers de demandes de raccordement d'exploitations agricoles ont été déposés au niveau de la direction locale des services agricoles pour être étudiés par la direction de distribution d'Es-Senia de Sonelgaz, a ajouté le document, assurant que ce programme se poursuit jusqu'à la satisfaction de toutes les requêtes.

BISKRA. RÉHABILITATION DU JARDIN LANDON

Une enveloppe de plus de 30 millions DA allouée

Une enveloppe financière de plus de 30 millions DA a été allouée pour la réhabilitation du jardin Landon, situé au chef-lieu de la wilaya de Biskra, ont rapporté mercredi les services de la wilaya. L'opération de réhabilitation du jardin, qui sera lancée dans les prochains jours, portera sur un réaménagement des installations d'accueil, le renouvellement du couvert végétal et la rénovation du système d'arrosage, a-t-on indiqué. L'espace s'est dernièrement dégradé, en raison de la sécheresse. Le puits du jardin sera approfondi, et un autre sera éventuellement réalisé, a-t-on ajouté de même source, qui exclut l'utilisation d'un autre moyen d'arrosage. Le remplacement du couvert végétal sera confié à la Conservation des forêts de la wilaya, ont précisé les services de la wilaya. Le jardin Landon a été réalisé en 1866 sur une surface de 10 ha, il abrite une riche biodiversité avec des espèces sylvestres rares, une bibliothèque publique, une école de l'environnement et un étang avec une faune aquatique.

EL-OUED. EPH CHAHID

BENAMOR DJILANI

Plus de 70 patients bénéficient d'opérations chirurgicales ophtalmologiques

Plus de 70 patients ont bénéficié d'opérations chirurgicales ophtalmologiques à titre gracieux à l'Etablissement public hospitalier (EPH) Chahid Benamor Djilani d'El-Oued pour traiter le trichiasis (déviation des cils vers le globe oculaire), a-t-on appris mercredi des initiateurs de cette action de solidarité. L'initiative, s'inscrit dans le cadre de la stratégie de cet établissement hospitalier visant à offrir des prestations médicales spécialisées, à titre gracieux, aux patients nécessiteux de la wilaya, a indiqué à l'APS le directeur local du secteur de la santé, Tayeb Guemdani. La première phase a touché des patients issus des zones rurales et enclavées, avant d'être généralisée à l'ensemble du territoire de la wilaya, afin de permettre au plus grand nombre possible de patients défavorisés de bénéficier de la campagne, a-t-il ajouté. Le programme de ces journées médico-chirurgicales, dont la priorité a été donnée aux personnes âgées de plus de 50 ans, sera prochainement élargi à d'autres régions de la wilaya pour effectuer des consultations médicales et interventions chirurgicales ayant rapport avec d'autres spécialités ophtalmologiques, notamment les défauts visuels chez les enfants. Initiée par l'EPH Chahid Benamor Djilani, cette campagne médicale de cinq jours, a été encadrée par un staff médical composé de quatre ophtalmologues et six paramédicaux. Les moyens nécessaires ont été mobilisés pour assurer le bon déroulement de l'initiative, notamment en ce qui concerne la préparation préopératoire.

OUM EL-BOUAGHI.

ÉDUCATION

Ouverture de trois classes pour enfants autistes

Trois (3) classes destinées aux enfants autistes ont été ouvertes dans des établissements de l'enseignement primaire de la wilaya d'Oum El Bouaghi au cours de la saison 2022-2023, a-t-on appris mercredi du directeur de l'action sociale et de solidarité (DASS), Farid Benhadda. Le même responsable a déclaré à l'APS que ces classes consacrées aux enfants autistes, d'une capacité de 25 élèves, sont ouvertes dans les établissements primaires de Boughanem Mohamed (commune d'Ain El Beida), Ghetchoum Youcef (commune d'Ain M'lila) et Benferdi Brahim (commune de Souk Naamane). Cette initiative a pour but de renforcer le nombre de ces classes, dont quatre ont été ouvertes auparavant à travers plusieurs communes de la wilaya d'Oum El Bouaghi, a-t-il fait savoir.

L'enseignement de ces élèves atteints d'autisme est assuré par des cadres de la DASS, des pédagogues, des psychologues et des orthophonistes, selon un programme "adapté", a indiqué le même source. La même source a ajouté que le chef de l'exécutif local avait pris récemment la décision de faire bénéficier les enfants atteints de ce trouble, d'un accès gratuit aux piscines de la wilaya, afin de pratiquer la natation, qui est une méthode thérapeutique recommandée pour les autistes.

SÉISME EN TURQUIE ET EN SYRIE

Le bilan dépasse Les 41 000 morts

Le bilan du séisme de magnitude 7,8 qui a frappé la Turquie et la Syrie le 6 février a dépassé les 41 000 morts, le jour où l'ONU a lancé un appel à l'aide pour collecter un milliard de dollars afin de venir en aide à ces deux pays.

A lors que les chances de retrouver des survivants s'amenuisent, des sources officielles et médicales ont indiqué que le total atteignait désormais 41 732 personnes ayant perdu la vie: 38 044 en Turquie et 3.688 en Syrie. Les sauveteurs turcs ont sorti jeudi des décombres une jeune fille de 17 ans et une femme d'une vingtaine d'années, près de onze jours après la secousse qui a ravagé la zone frontalière entre les deux pays.

Dans de nombreuses villes et villages des deux pays, les sauveteurs s'acharnent toujours à tenter de venir en aide à d'éventuels survivants mais chaque heure qui passe diminue les chances qu'ils aient pu résister, dans un froid glacial, sous les décombres. La Turquie a suspendu par conséquent les opérations de sauvetage dans certaines régions et le gouvernement de Syrie, pays déchiré par la guerre depuis douze ans, a fait de même dans les



Ph. : DR

zones qu'il contrôle. En Turquie, le bilan du séisme en fait la catastrophe naturelle la plus meurtrière de l'histoire post-ottomane du pays.

UN MILLIARD = TROIS MOIS

Le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres a lancé jeudi un appel à l'aide internationale afin de récolter un milliard de dollars pour venir en aide aux deux pays dévastés. "Le financement --qui couvre une période de trois mois-- portera assistance à 5,2 millions de personnes et permettra aux organisations d'aide de renforcer leur soutien crucial aux efforts conduits par le gouvernement" de la Turquie, "frappée par le tremblement de terre le plus dévastateur dans le pays en un siècle", a écrit M. Guterres dans un communiqué.

Il a "exhorté la communauté internationale à agir davantage et à financer dans sa totalité cet effort vital pour répondre à l'une des plus grandes catastrophes naturelles de notre temps". "La Turquie abrite le plus grand nombre de réfugiés au monde et a fait montre d'une immense générosité à l'égard de son voisin syrien

depuis des années", a insisté le chef de l'ONU. "Il est temps dorénavant que le monde soutienne la population de Turquie, comme elle l'a fait tout simplement avec d'autres en quête d'aide", a ajouté M. Guterres, précisant que "les besoins étaient énormes, (que) les gens souffraient et (qu') il n'y avait pas de temps à perdre".

D'autre part, ArcelorMittal, deuxième groupe sidérurgique mondial --décrivant une situation "déchirante"-- a annoncé un don de 5 millions de dollars pour aider les victimes en Turquie et en Syrie, via les organisations humanitaires Médecins sans frontières et Disasters Emergency Committee.

Le département d'État américain avait annoncé mercredi que le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, se rendrait dimanche en Turquie, afin d'y constater l'effort humanitaire en cours. Blinken doit rejoindre d'abord la base aérienne d'Incirlik, dans le sud-est du pays, d'où part une partie de l'aide humanitaire pour les zones sinistrées, puis à Ankara où il a prévu des entretiens avec les autorités turques dimanche et lundi.

SUR FOND DE RAPPROCHEMENT

Le Venezuela et la Colombie réactivent un accord commercial

Les présidents du Venezuela et de la Colombie ont réactivé jeudi un accord commercial conclu entre les deux pays en 2011 mais suspendu pendant quatre ans après la rupture des relations bilatérales sur fond de tensions politiques. Le chef d'État vénézuélien, Nicolas Maduro, a déclaré qu'il s'engageait à établir une "zone économique" commune avec des conditions spécifiques pour le commerce, après avoir signé avec son homologue, Gustavo Petro, le protocole de relance de l'accord. "Nous devons (...) supprimer

toutes les barrières qui peuvent exister" au sujet du commerce, a déclaré M. Petro lors d'une rencontre avec M. Maduro organisée à la frontière entre Ureña (ouest du Venezuela) et Cucuta (nord de la Colombie). Signé en 2011 après la décision de l'ex-président vénézuélien Hugo Chavez (1999-2013) de retirer son pays de la Communauté andine (CAN), l'accord établissait des préférences tarifaires et des critères de contrôle des produits échangés. Il était entré en vigueur en 2012. Le protocole signé jeudi "actualise" les taxes et les conditions, a déclaré M. Maduro. Le

Venezuela et la Colombie ont rétabli leurs relations après l'arrivée au pouvoir en août 2022 du président colombien de gauche Gustavo Petro. Elles avaient été rompues en 2019. En 2008, les échanges commerciaux entre les deux pays frontaliers atteignaient 7,2 milliards de dollars, avant de dégringoler à 400 millions de dollars durant la rupture entre les deux pays.

La reprise des flux a fait remonter ce chiffre à 1,2 milliard de dollars en 2022, selon les estimations de la Chambre d'intégration colombo-vénézuélienne (Cavecol).

MEXIQUE

31 corps découverts dans des tombes clandestines

Trente-et-un corps enterrés dans deux tombes clandestines ont été exhumés par les autorités mexicaines dans l'ouest du Mexique, une région frappée par la violence liée au crime organisé, ont indiqué jeudi des responsables. "Nous avons déjà compté 31 victimes", a déclaré à la presse le procureur de l'État de Jalisco, Luis Joaquín Méndez, ajoutant que les autorités disposent d'éléments qui permettent d'identifier la moitié des corps afin de les remettre aux familles. Une première tombe a été localisée le 1er février dans la localité de San Isidro Mazatepec, dans la municipalité de Tlajomulco de Zúñiga. Après plusieurs jours d'investigations et l'extraction de plusieurs sacs contenant des corps, une seconde sépulture y a été identifiée. L'État de Jalisco, contrôlé par le puissant Cartel de Jalisco Nouvelle Génération (CJNG), est l'un de ceux les plus fortement touchés par la violence liée au crime organisé. En 2022, 301 corps y ont été découverts, répartis dans 41 tombes clandestines, contre 544 dépouilles en 2020, le nombre le plus élevé à ce jour. Selon les données officielles, le Mexique a recensé plus de 340 000 homicides, attribués pour la plupart à des organisations criminelles, depuis le lancement d'une offensive militaire anti-drogues en décembre 2006.

FRANCE

Des dizaines de milliers de manifestants contre la réforme des retraites

Des dizaines de milliers de personnes sont à nouveau descendues dans la rue, jeudi en France, pour protester contre le projet de réforme des retraites du gouvernement lors d'une cinquième journée de mobilisation, marquée par des grèves notamment dans le secteur aérien. Selon le ministère de l'Intérieur, cette cinquième journée de mobilisation, après celles du 19 et 31 janvier et du 7 et 11 février, a réuni quelque 440 000 participants en France, alors que la Confédération Générale du Travail (CGT), a dénombré 1,3 million de personnes. Le cortège parisien a rassemblé 300 000 personnes selon la CGT,

37 000 selon la préfecture. Contrairement aux journées de mobilisation précédentes, les perturbations sont plus importantes dans l'aérien, avec des annulations de vols et des retards, que dans le ferroviaire. Dans le secteur de l'énergie, plusieurs réacteurs nucléaires d'EDF (Electricité de France) ont procédé à des baisses de charge au total d'un peu plus de 3 000 MW, soit l'équivalent de trois réacteurs nucléaires, dans la nuit de mercredi à jeudi, d'après la CGT et EDF. Cette nouvelle journée de manifestation intervient à la veille du renvoi au Sénat du texte débattu depuis le 6 février à l'Assemblée nationale, où l'exécutif est privé de majorité absolue. Dans la nuit de mardi à mercredi, le gouvernement a essuyé un premier revers à la chambre basse du parlement avec le rejet par les députés de l'article 2 de la réforme concernant l'"index des seniors" dans les entreprises. Lors de la dernière journée de manifestations, samedi, la première à se tenir un week-end, quelque 963 000 personnes avaient battu le pavé partout en France, selon le ministère de l'Intérieur, contre 2,5 millions d'après les syndicats.

TNA

La générale de la pièce de théâtre «Naker lahsane» présentée

La générale de la pièce de théâtre "Naker lahsane" (l'ingrat), une tragi-comédie qui traite de l'éternelle dualité entre le monde des idées et celui des choses, a été présentée, jeudi à Alger, devant un public relativement nombreux.

Accueilli au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA), le spectacle a été mis en scène par Youcef Taouint sur une réécriture de sa plume, tirée de l'idée du spectacle, "Le chant des cygnes", étude dramatique en un seul acte de l'écrivain, dramaturge russe, d'Anton Pavlovitch Tchekhov (1860-1904).

D'une durée de 60 mn, "Naker lahsane" raconte l'histoire de "Louz", un poète dramaturge et metteur en scène sans ressources, vivant dans l'errance, campé par Kamel Kacimi, et son frère "El Bahri",



être impitoyable et autoritaire, directeur d'un théâtre et vivant dans son "costume de responsable intransigeant", interprété par Mohamed Khelifi. "El Bahri" interdit à son frère de passer la nuit au théâtre durant sa période de précarité, une situation "inadmissible" qui va susciter l'intervention de "Ammar Draham", le gardien, incarné par Fethenour Hammouche, qui volera au secours de Louz, en l'hébergeant clandestinement

dans l'une des loges du théâtre, à la condition de lui rédiger ses échanges épistolaires, propices à l'expression de son lyrisme amoureux, qu'il voue à sa bien aimée. Rendu par Aouf Zoheir, "Wathiq", un autre pensionnaire de "Ammar Draham", faisant face à une adversité rude et disproportionnée de la vie, va s'avérer être un tout autre personnage que celui qu'il a laissé entendre en apparence. Dans des échanges ascendants et

soutenus, les comédiens ont bien porté la densité du texte, occupant tous les espaces de la scène dans une trame exigeante d'un jeu empreint de plusieurs référents académiques, entre burlesque, psychodrame, comédie noire et vaudeville, ainsi qu'une partie chorégraphie signée par le grand Slimane Habès, régulant une rixe entre les deux frères.

La scénographie minimaliste et concluante, œuvre de Mohamed Bordjane, était faite d'un éclairage varié, entre latéral, individuel et d'ensemble, ainsi que deux longs pantalons, avec deux entrées suggérant l'accès à des espaces différents du théâtre, meublés d'un lit et de quelques accessoires.

Choix judicieux du metteur en scène, le montage de la bande son, fait d'un mélange hétérogène de pièces entre chants chaâbis et musiques occidentales qui ont aidé à la création d'atmosphères mélancoliques, sur fond de tourments et de nostalgie.

Version revisitée et améliorée d'un spectacle déjà monté en 2013, la pièce de théâtre "Naker lahsane", est produite par le Mouvement théâtral de Koléa (MTK), qui compte à son actif, depuis sa création en 1995 par Youcef Taouint, plusieurs distinctions nationales.

HOLLYWOOD

L'acteur Bruce Willis souffre d'une forme de démence incurable

La maladie de Bruce Willis s'est aggravée et l'acteur, qui a mis fin à sa carrière au printemps 2022, souffre désormais d'une forme de démence incurable selon un nouveau diagnostic médical. Âgé de 67 ans, le héros de la saga "Die Hard" souffrait initialement d'aphasie, un trouble du langage causé par des lésions cérébrales. Mais depuis l'an dernier, "la maladie de Bruce a progressé et nous avons maintenant un diagnostic plus précis: la démence fronto-temporale", ont expliqué ses proches dans un communiqué. "Malheureusement, les difficultés de communication ne sont qu'un symptôme de la maladie à laquelle Bruce est confronté", a ajouté la famille, en se disant "soulagée d'avoir enfin un diagnostic clair". La dégénérescence fronto-temporale (DFT) est une maladie neuro-dégénérative, apparentée à la maladie d'Alzheimer. Les personnes atteintes de DFT peuvent ainsi présenter des troubles de la mémoire, des changements de comportement, ou encore des difficultés à parler ou à se mouvoir. "Aujourd'hui, il n'existe aucun traitement pour cette maladie, une réalité qui, nous l'espérons, pourra changer dans les années à venir", ont souligné ses proches, dans ce communiqué signé par son épouse Emma Heming Willis, ainsi que par son ex-femme, l'actrice Demi Moore, et ses enfants Rumer, Scout, Tallulah, Mabel et Evelyn. "Au fur et à mesure que l'état de Bruce évolue, nous espérons que les médias s'efforceront d'attirer l'attention sur cette maladie, qui nécessite beaucoup plus de sensibilisation et de recherche", ont-ils ajouté. Selon certains spécialistes américains, une démence fronto-temporale apparaît le plus souvent chez des patients âgés de 40 à 65 ans, et représente un cinquième des cas de démence.

HÉROS INFAILLIBLE

L'étoile de Bruce Willis avait déjà pâli avant sa retraite, mais il reste l'un des acteurs de film d'action les plus reconnus d'Hollywood. Sa carrière lui a forgé une image de héros infailible, aux antipodes de sa maladie actuelle. Il s'est d'abord illustré dans les années 1980 avec un rôle récurrent dans la série "Clair de lune" aux côtés de Cybill Shepherd, mais c'est le film d'action "Die Hard" ("Piège de Cristal") en 1988 qui en a fait une star internationale dans le rôle de l'invincible John McClane. Le crâne rasé et le sourire narquois étaient devenus la marque de fabrique de l'acteur, qui avait repris ce rôle pour deux suites dans les années 1990 ("58 minutes pour vivre" et "Une journée en enfer"), confirmant sa notoriété et devenant l'une des références du genre. Très recherché à Hollywood, il enchaîne les grosses productions, qu'il s'agisse de films d'action classiques ("Le Dernier Samaritain", "Le Chacal") ou mêlés de science-fiction comme "L'Armée des douze singes", qui avait séduit la critique, ou "Le Cinquième élément" de Luc Besson. Il tournera aussi avec des réalisateurs aussi réputés que Brian De Palma, Robert Zemeckis mais surtout Quentin Tarantino, qui lui fait jouer un boxeur sur le retour dans "Pulp Fiction" en 1994, alors qu'il est au sommet de sa gloire. Bruce Willis fera aussi des prestations remarquables, pour leur tonalité plus sombre et dramatique, sous la direction de M. Night Shyamalan avec ses thrillers fantastiques "Sixième Sens" et "Incassable". Il continue à beaucoup tourner, mais ne retrouve plus le même succès et sa notoriété s'érode petit à petit, malgré des incursions vers d'autres genres, telle la comédie ("Mon voisin le tueur" en 2000). Il signe pour deux nouveaux volets de la saga "Die Hard" (en 2007 et 2013) qui ne convainquent ni la critique ni le public.

BECHAR

L'histoire de l'art pictural algérien à l'honneur

Une exposition collective itinérante intitulée "60 ans de création picturale algérienne" est organisée jeudi à la maison de la culture et des arts Mohamed-Kadi de Bechar.

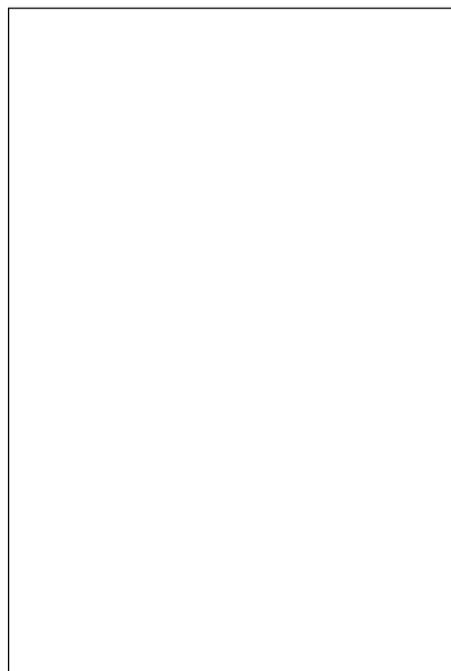
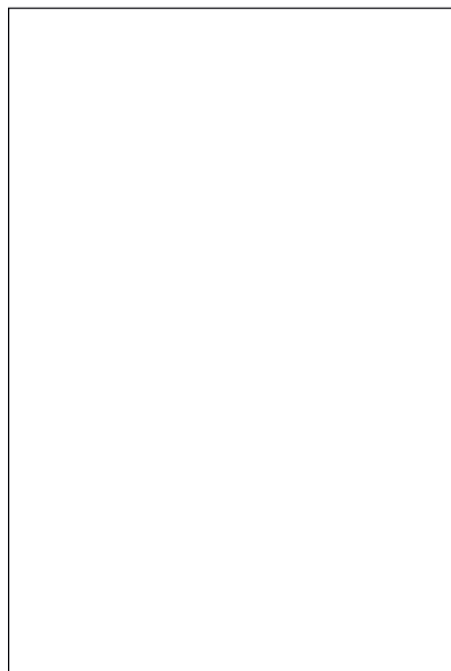
Organisée par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC), l'exposition à laquelle prennent part 63 artistes issus des quatre coins du pays, permettra aux visiteurs de prendre connaissance des différentes phases de l'évolution de la création artistique picturale en Algérie de l'indépendance nationale à nos jours.

Cette manifestation artistique vise aussi à mettre en exergue les différents styles créatifs et courants de l'art plastique algérien, a-t-on

indiqué. Inaugurée par les autorités de la wilaya, en présence des responsables locaux du secteur de la culture et des arts et des représentants de l'AARC, l'exposition a connu un grand intérêt de la part des artistes locaux et des mordus de l'art pictural.

Une pléiade d'artistes-peintres sont présents à cette exposition par leurs créations, à l'instar de Mohamed Oulhaci, Hachemi Ameer, Jeffal Mohamed Oulhaci, Abdelkader Belkhorissat et Hadjar Mihoub. Inscrit dans le cadre du 60e anniversaire de l'indépendance, cet événement culturel se tient à la galerie des expositions de la maison de la culture et des arts de Bechar, jusqu'au 25 février.

PUB



Les courses en direct



HIPPODROME GHELLAB ATTIA - M'SILA
SAMEDI 18 FÉVRIER 2023 - PRIX : NADIA - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 300 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 15H30
TIERCÉ - QUARTÉ - QUINTÉ

Une belle empoignade pour la victoire

Une belle épreuve à caractère que nous propose ce samedi 18 février l'hippodrome de M'sila avec ce prix Nadia réservé pour chevaux de quatre ans et plus arabe pur né-élevé n'ayant pas totalisé la somme de 201 000 dinars en gains et places depuis septembre passé. Tout va se passer à mi-ligne droite où les fuyards se feront rejoindre par les finisseurs tels : Thaweb, Golf d'Hem, Ghassen d'Hem, Kahloucha et Khazrajia

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. ZAIMALE. Avec ce gros poids il risque d'échouer. À revoir.

2. DJAOUAHAR. Il s'aventure encore une fois pour tenter sa chance à M'sila, on aurait dû le confier à plus ou moins S. Benyettou qui habite M'sila. Peu probable

3. EL MORDJENE. Il peut faire partie des prétendants aux places. Outsider assez intéressant.

4. BOUTON D'OR. Il risque de trouver ici, une plus forte opposition au mieux, il sera coché dans une longue combinaison. Outsider moyen.

5. THAWEB. Ce vieux routier descend de catégorie ici. Sur sa forme il n'aura aucun souci à mettre tout ce beau monde d'accord. Méfiance.

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
ME. DOUKHI	1	ZAIMALE	A. HEBRI	58	9	PROPRIÉTAIRE
M. BECHAIRIA	2	DJAOUAHAR	A. YAHIAOUI	57	12	PROPRIÉTAIRE
H. GUEROUI	3	EL MORDJENE	W. BENDJEKIDEL	57	8	N. TIAR
F. LAZREG	4	BOUTON D'OR (0)	AN. CHAABI	57	2	PROPRIÉTAIRE
MF. LAMICI	5	THAWEB	CH. ATTALLAH	57	14	PROPRIÉTAIRE
M. ATMANE	6	JAWIR (0)	EH. CHAABI	56	3	W. CHAABI
AM. BETTAHAR	7	GOLF D'HEM	K. RAHMOUNE	55	11	L. RAHMOUNE
HARAS DU PAON	8	GHASSEN D'HEM	H. RAACHE	55	10	L. RAHMOUNE
S. ALLIA	9	CANDISIA	F. CHAABI	55	5	O. GUITOUN
Y. DELALDJA	10	SORIQUE	O. CHEBBAH	55	7	W. CHAABI
M. ATMANE	11	BAR EL AMANE	AH. CHAABI	55	4	W. CHAABI
A. BENKOBBI	12	GHARAMA	M. CHEBILI	55	13	PROPRIÉTAIRE
AB. TEBIB	13	KAHLOUCHA (0)	A. HAMIDI	54	1	PROPRIÉTAIRE
S. ZERGUINE	14	KHAZRAJIA	AP : Y. MOUISSI	51,5	6	PROPRIÉTAIRE

6. JAWIR. Pas évident. À revoir.

7. GOLF D'HEM. Ce cheval possède largement une bonne longueur d'avance sur ce lot. On ne peut désormais compter sans lui. À suivre.

8. GHASSEN D'HEM. Il reste lauréat d'une belle victoire sur les 1500 mètres, le 14 novembre écoulé à Djelfa. On ne peut le négliger.

9. CANDISIA. Ce n'est pas une jument de tous les jours. On ne peut lui faire confiance sur ce coup-là. À revoir.

10. SORIQUE. Tâche difficile.

11. BAR EL AMANE. Il peut faire partie comme beaucoup d'autres prétendants à la cinquième place. Outsider assez lointain.

12. GHARAMA. Rien à voir.

13. KAHLOUCHA. Logiquement c'est le coup sur place. À suivre.

14. KHAZRAJIA. Cette jument fille de Amirat Essahel va être notre outsider préféré.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

7. GOLF D'HEM - 5. THAWEB - 8. GHASSEN D'HEM - 13. KAHLOUCHA - 14. KHAZRAJIA

LES CHANCES

2. DJAOUAHAR - 3. EL MORDJENE

Etats-Unis : l'endettement des ménages atteint un nouveau record

L'endettement des ménages aux États-Unis a atteint un nouveau record fin 2022, en raison notamment d'une hausse des recours aux cartes de crédit, mais l'inflation et les taux d'intérêts plus élevés posent des risques de défauts de paiement. Le montant total de la dette des ménages américains était de 16 900 milliards de dollars au quatrième trimestre 2022, selon des données de la Fed de New York publiées jeudi. C'est 394 milliards de dollars, ou 2,4%, de plus qu'au troisième trimestre, et 2 750 milliards de plus qu'à la fin de 2019, avant que la pandémie de Covid-19 ne frappe l'économie mondiale. Les encours des cartes de crédit - très utilisées aux Etats-Unis, pour tout type d'achats - sont de 986 milliards de dollars. Ceux des prêts immobiliers s'établissent ainsi à 11 920 milliards de dollars. Mais les fortes hausses des taux de ces prêts depuis début 2022, en réponse aux relèvements du taux de la banque centrale américaine (Fed) pour juguler la forte inflation, a fait ralentir les nouveaux prêts immobiliers, "après deux ans de volumes historiquement élevés".

Espagne : la dette publique s'établit à plus de 1500 milliards d'euros fin 2022

La dette publique de l'Espagne s'est établie fin décembre à 1 503 milliards d'euros, représentant 113,1% du produit intérieur brut (PIB), a précisé vendredi la Banque d'Espagne dans un communiqué. Mesurée selon les critères de Maastricht, la dette de l'ensemble des administrations publiques espagnoles a progressé de 5,3% en un an, selon la banque centrale. Mais rapportée au PIB espagnol, elle a reculé de plus de 5 points de pourcentage, passant de 118,3% en 2021 à 113,1% en 2022, a ajouté l'organisme monétaire. Ce résultat dépasse les prévisions du gouvernement espagnol qui s'était engagé auprès de ses partenaires européens à ramener la dette à 115,2% du PIB, après un pic à 125,7% atteint durant la pandémie de Covid-19, en raison de l'explosion des dépenses sociales.

Trois morts dans un incendie à Sidi Bel-Abbès

Trois personnes ont trouvé la mort dans un incendie survenu vendredi à l'intérieur d'une habitation dans la commune de Sidi Brahim (Sidi Bel Abbès), a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. Les dépouilles de deux femmes et d'un enfant ont été découvertes par les agents de la Protection civile après avoir réussi à circonscire l'incendie déclenché à l'intérieur de leur habitation. Les deux adultes

sont mortes par suffocation due à l'épaisse fumée qui s'est propagée suite à l'incendie alors que l'enfant a été retrouvé calciné. Les dépouilles ont été déposées à la morgue du CHU "Dr. Hassani Abdelkader" et d'importants moyens humains et matériels ont été engagés pour éteindre les flammes, a-t-on indiqué de même source. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes exactes du drame.



Chlef : arrestation de deux personnes et saisie de plus de 6 100 comprimés psychotropes



Deux personnes ont été arrêtées et une quantité de 6 161 comprimés psychotropes a été saisie par les éléments de la Brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) de la sûreté de wilaya de Chlef, a-t-on appris vendredi auprès de cette institution sécuritaire. Interpellés dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue et de stupéfiants, les deux mis en cause dans cette affaire, sont âgés de 25 et 35, a précisé la cellule de communication et des relations publiques de la Sûreté de wilaya qui a signalé que les deux individus activaient au sein d'un réseau criminel spécialisé dans le transport, le stockage et le trafic de psychotropes. Les deux suspects ont été mis hors d'état de nuire suite

à l'exploitation de renseignements faisant état de la présence d'individus qui s'approprièrent à transporter et à écouler des psychotropes. Les investigations menées dans le cadre de cette affaire, se sont soldées par l'arrestation d'un suspect à bord d'un véhicule dans lequel une quantité de 6 161 comprimés hallucinogènes dissimulés dans la bouteille de Gaz de pétrole liquéfié (GPL, Sirghaz) de la voiture a été découverte, a-t-on ajouté de même source. Poursuivant leur enquête, les éléments de la BMPJ ont réussi à interpellé le second suspect, a souligné la cellule de communication qui a indiqué qu'une procédure judiciaire a été engagée contre les mis en cause dans cette affaire pour "détention et stockage illicite de psychotropes en perspective de les écouler au sein d'un réseau national de crime organisé".

Saisie de deux armes à feu et des munitions à Batna

Les éléments de la sûreté de wilaya de Batna ont procédé à la saisie de deux (2) armes à feu et dix (10) cartouches et récupéré un autobus objet d'un vol dans deux opérations distinctes, a indiqué jeudi un communiqué de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya. La première opération a permis de mettre fin à une série de vols à main armée commis par un individu qui a fait l'objet d'une enquête approfondie par les éléments du commissariat du 11ème arrondissement de Batna, le malfaiteur ayant été identifié et arrêté. Le communiqué a précisé que les enquêteurs, munis d'un mandat de perquisition, ont procédé à la fouille dans le domicile du suspect, sis à la cité Kechida, route de Hamla, à Batna, où ils ont saisi deux armes à feu de fabrication artisanale, et dix cartouches de 16 mm. La deuxième opération, concerne la récupération d'un bus qui a fait l'objet d'un vol lors de son stationnement à la cité Lembarkia, à Batna. Une enquête a été ouverte par les services de wilaya de la police judiciaire, dès le signalement du vol et le dépôt d'une plainte. Au terme des investigations, le bus a été trouvé dans une wilaya voisine, et l'auteur du vol, âgé de 25 ans, a été arrêté et présenté devant le procureur de la République.

Tlemcen : quatre morts dans un accident de la circulation

Quatre personnes ont trouvé la mort dans un accident de la route survenu jeudi à Tlemcen, a-t-on appris auprès des services de la direction de wilaya de la Protection civile. L'accident s'est produit au niveau du CW n 107, sur son tronçon reliant les communes de Sidi Djilali et El Bouihi, suite à une collision entre deux véhicules et leur renversement. L'accident a causé la mort de deux hommes et de deux femmes, tous âgés d'une quarantaine d'années. Leurs dépouilles ont été déposées à la morgue de l'hôpital de Sebdoou par les éléments de la Protection civile de Tlemcen. Les services compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les causes de ce drame.

Tesla rappelle plus de 360 000 véhicules pour des problèmes d'aide à la conduite

Tesla a procédé jeudi au rappel de 362 758 voitures après avoir identifié des dysfonctionnements de son logiciel d'aide à la conduite, qui peuvent amener le véhicule à agir de façon potentiellement dangereuse aux intersections. Le rappel porte sur tous les modèles de la gamme, S, X, Y et le modèle 3 équipés du logiciel FSD (Full Self-Driving) ou prévus pour le recevoir, mais sur des périodes de fabrication différentes, remontant, pour certains, jusqu'à 2016. Le FSD, qui est en

phase de test, est un logiciel dit de niveau 2, qui relève davantage de l'assistance à la conduite que de la conduite autonome. Selon l'avis publié par l'Agence américaine de la sécurité routière (NHTSA), les défauts du logiciel, lorsqu'il est activé, peuvent amener le véhicule à

continuer tout droit lorsqu'il s'est mis dans une voie de dégagement qui oblige théoriquement à tourner. Une voiture dont le logiciel FSD est enclenché peut aussi traverser une intersection dotée de panneaux "stop" sans observer un arrêt complet, ou passer un car-

refour avec des feux oranges fixes sans ralentir. Selon l'Agence, les véhicules concernés peuvent également "ne pas réagir suffisamment à des changements signalés de limites de vitesse" ou ne pas intervenir lorsqu'un conducteur dépasse la vitesse maximum autorisée.

MISE AUX POINGS
« La solution définitive et globale de la question libyenne ne pourrait intervenir que par les Libyens eux même. Et l'Algérie avec ses partenaires ne ménagera aucun effort pour aider les frères Libyens à réaliser les premiers jalons de cette étape ».
Le Premier ministre, Aïmène Benabderrahmane,



Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Édité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger

R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger

Tél. : 021 73 76 78

Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA

- Est : SIE

- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf - Bouira.

Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgérie@yahoo.fr redaction_courrier@yahoo.fr



Dans la journée : Ensoleillé
Vent : 18 km/h
Humidité : 67%



Dans la nuit : Dégagé
Vent : 10 km/h
Humidité : 70 %

Dohr : 13h02
Assar : 16h06
Maghreb : 18h34
Ïcha : 19h53

Dimanche 28 rajab
1444
Sobh : 06h06
Chourouk : 07h32

LE PRÉSIDENT ADRESSE UN MESSAGE À L'OCCASION
DE LA JOURNÉE NATIONALE DU CHAHID

« L'Algérie tient à ses intérêts stratégiques »

Comme à la veille de chaque halte historique que s'apprête à célébrer le peuple algérien dans l'honneur et la fierté de leur pays qui tient à sa souveraineté chèrement acquise, le président Tebboune a adressé, hier, un message à l'occasion de la Journée nationale du Chahid fêtée à la date du 18 février.

Plaçant son message dans un contexte géopolitique chamboulé et qui a provoqué une course effrénée en quête de positionnements stratégiques ou la défense des intérêts vitaux est en filigrane, le président Tebboune a la pleine conscience que l'Algérie a fait les bons choix et saura en conséquence tirer son épingle du jeu. Le chef de l'Etat qui réitère l'attachement viscéral du peuple algérien à sa souveraineté, a affirmé que le serment aux Chouhada demeurerait une union nationale sacrée, qui immunise la cohésion du tissu social de l'Algérie contre ceux qui surfent sur la vague attentatoire au pays. « La fidélité aux chouhada demeure une union nationale sacrée, qui immunise la cohésion de notre tissu social contre ceux qui surfent sur la vague attentatoire à notre pays et persistent dans leurs dérives et leurs dérapages visant à saper le processus que nous avons amorcé, en faveur d'un développement natio-



Ph : DR

nal durable dans une Algérie nouvelle prometteuse », a écrit le Président Tebboune dans son message. Ces dérives visent à « influencer sur les positions de l'Algérie et sur son interaction avec son environnement régional et international, sur la base d'une coopération fondée sur les intérêts mutuels et conjuguée au total respect du principe de l'indépendance des Etats et de la notion d'égal à égal », a ajouté le président de la République. Le président Tebboune a affirmé que « l'acquis le plus précieux que nous avons hérité de notre Glorieuse Révolution et de nos vaillants chouhada, est l'attachement indéfectible au message de Novembre, dont notre peuple puise sa capacité de dévoiler les desseins

de cercles ignominieux d'une poignée de suppôts successeurs de l'infamie coloniale, hantés par leur hostilité chronique à l'Algérie ». « Si nous célébrons la Journée nationale du Chahid, partant de cette conviction qu'ils semblent perdre de vue, c'est pour rappeler l'attachement sans limite de notre vaillant peuple à la souveraineté de la terre des Chouhada, et souligner, par la même, que l'Algérie qui gagne, en cette conjoncture et dans tous les secteurs et domaines, les paris du développement socioéconomique, poursuivra, autant que faire se peut, la consolidation des acquis et le renforcement des piliers de l'Etat moderne, où règnent les valeurs de citoyenneté, la stabilité et le bien-être, une Algérie qui occupe les meilleures positions en vue de défendre ses intérêts stratégiques », a-t-il ajouté. Le Président Tebboune a également mis en avant « le rôle central » que joue l'Algérie et « sa place sur la carte des équilibres du contexte régional et international actuel, avec tout ce qu'il comprend comme tensions qui impactent désormais les relations internationales, augurant de conséquences préoccupantes, dont l'Algérie n'a eu de cesse d'exprimer sa disponibilité à en limiter les risques, en œuvrant avec tous ses partenaires pour contribuer à l'instauration de la paix et de la sécurité dans la région et dans le monde ».

Synthèse Farid Guellil

RAPPORTS DE
L'ASSEMBLÉE
FRANÇAISE

« Les stocks de munitions militaires dans un état critique »

Deux rapports parlementaires soulignent l'inadéquation entre les moyens que met la France et « ses ambitions militaires ». En cause, selon eux, le manque de munitions et le manque d'investissement dans la défense sol-air. Présenté à l'Assemblée mercredi passé, le rapport d'une mission d'information parlementaire française souligne l'état « critique » des stocks de munitions en France. Il est question de « la dégradation globale des stocks français de munitions depuis la fin de la Guerre froide qui est désormais intenable au regard des ambitions militaires de la France », concluent les députés, Julien Rancoule et Vientent Bru, co-rapporteurs de la mission parlementaire, indiquant qu'« on est devenu une armée bonsai avec des munitions de hautes technologies, mais en faible quantité », analyse Julien Rancoule, cité par Europe1. Soulignant que la France commande chaque année 20 000 obus de 155 millimètres – ce qui équivaut selon Europe 1 à ce qui est utilisé en seule journée dans le conflit en Ukraine – les parlementaires recommandent de recentrer les priorités sur du matériel plus simple et moins complexe et de relocaliser la production des munitions de petit format, notamment le neuf millimètre. Dans un autre rapport parlementaire, Jean-Louis Thiériot et Natalia Pouzyreff se sont quant à eux intéressés aux moyens de défense sol-air français. « Un réinvestissement au niveau des équipements est indispensable pour éviter le déclassement de notre défense sol-air », estiment-ils, cités par Le Figaro. Selon eux, la France « ne dispose pas du volume de forces nécessaires pour soutenir, dans la durée, la totalité des contrats opérationnels qui lui sont fixés, notamment dans le cas d'un conflit de haute intensité ». Les deux rapports soulignent l'inadéquation entre les ressources de l'armée et les menaces auxquelles elle pourrait avoir à faire face.

R. I.

ILS ÉCUMAIENT ET ACTIVAIENT AU SAHEL

Quatre terroristes se sont rendus à l'ANP au sud du pays

Quatre terroristes, qui activaient au sein de groupes terroristes dans la région du Sahel, se sont rendus mercredi aux autorités militaires à Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam, indique jeudi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

« Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts qualitatifs des services de sécurité du ministère de la Défense nationale, trois (3) terroristes se sont rendus hier, mercredi 15 février 2023, aux autorités militaires à Bordj Badji Mokhtar en 6e Région militaire », précise la même source. Il s'agit, en l'occurrence de Mellouki Abderrahmane dit « Abderraouf », Mellouki Sid M'hamed dit « Abdessamed » et Mellouki El-Cherif dit « Abdennacer ». Un autre terroriste s'est rendu aux autorités militaires à In Guezzam dans la même Région militaire. Il s'agit du dénommé El-Toudji Omar dit « Ali ». Ces djihadistes qui activaient au sein des groupes terroristes dans la région du Sahel, avaient en leur possession quatre (4) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, deux (2) grenades, douze (12) chargeurs, trois (3) porte-chargeurs et une quantité de munitions. « Cette opération vient consolider les résultats positifs obtenus sur le terrain, qui dénotent de la grande vigilance et la ferme détermination des unités de l'Armée nationale populaire à préserver la sécurité et la stabilité du pays », conclut le MDN.

R. N.

PLUS DE 260 HEURES APRÈS LE SÉISME EN TURQUIE

Trois rescapés sortis des décombres

Trois nouveaux rescapés, dont un adolescent de 14 ans, ont été sortis des décombres d'Antakya, dans le sud de la Turquie, plus de 260 heures après le séisme qui a dévasté la région, ont rapporté hier les autorités turques. Mustafa, 33 ans, et Mehmet, 26 ans, ont été sauvés 261 heures après le tremblement de terre, a annoncé sur Twitter le ministre de la Santé Fahrettin Koca. La chaîne de télévision CNN Türk les a respectivement présentés comme Mustafa Avcı et Mehmet Ali Sakiroglu. Juste avant, à la 260e heure, un garçon de 14 ans a été également extrait des ruines de son immeuble dans le centre d'Antakya après d'intenses efforts selon le ministre. M. Koca précise que l'adolescent pré-nommé Osman a subi une intervention dans un hôpital de la province, sans en préciser la gravité, mais il apparaît conscient sur la photo. Les deux hommes, Mehmet et Mustafa se trouvaient dans les décombres du même bâtiment, dans le centre d'Antakya, quand ils ont été découverts par les secours. Le ministre indique qu'ils ont été aussitôt emmenés à l'hôpital. « Notre frère Mustafa s'est souvenu du numéro de téléphone d'un proche qu'il a pu appeler », raconte le ministre qui diffuse une courte vidéo également. On y entend le jeune homme demander « Est-ce que ma mère va bien ? » et afficher un large sourire quand son interlocuteur, en pleurs, lui répond « Tout le monde va bien ! ».

M. Seghilani

SOUS-RIRE

Essais nucléaires français au Sahara Algérien

